



Ras le bol

Mohamed Choucair



Les organisations économiques n'ont jamais été avares de leurs analyses et de leurs conseils. Après tout, elles sont les premières concernées. Si la croissance faiblit, leurs profits diminuent. Quand le marasme s'installe, les entreprises n'ont pas le temps de réduire leurs coûts et commencent à subir des pertes. Et quand le marasme dure, on constate des liquidations de plus en plus nombreuses et des pertes d'emplois.

Le crédit diminue. Les entreprises qui ont résisté à la perte de marchés voient leurs actifs menacés par la perte de leurs créances. Certaines deviennent à leurs tours insolubles. Le budget est en déficit, l'État ne se voit pas en mesure de soutenir la demande. Si en temps normal la rubrique « investissement » s'effrite comme peau de chagrin, que serait-ce à présent ? Le règlement des créances accordées au pays pour restaurer l'infrastructure devient supérieur au financement des projets.

La masse de problèmes s'est tellement amplifiée et la capacité de l'administration à l'affronter s'est tellement réduite avec le gel des institutions qu'il ne sert désormais strictement à rien d'apporter des palliatifs à une situation qui dégénère à une telle vitesse. D'autant plus que la bonne volonté sur le plan public n'existe pas. Comment expliquer les désaccords qui paralysent les institutions ? Soit les politiques n'ont pas vraiment saisi la gravité de la situation ; soit ils disposent chacun individuellement d'une porte de sortie qui fait que leur intérêt personnel prime sur le général.

Les grands dossiers du service public, l'électricité, l'eau, les routes, les déchets, les files d'attente interminables devant certaines administrations, les délais de plus en plus longs, le parcours du combattant pour la moindre formalité, tout cela n'est que la surface visible de l'iceberg qui menace la nation. À quel niveau faut-il agir ? Qui est responsable ? Tout le monde s'en prend au gouvernement. Bien entendu ce ne sont pas les individus en place qui sont visés, mais l'idée même de gouvernement, c'est à dire d'une logique qui dure depuis l'Indépendance.

Il y a 20 ans, le Canada a fait un don étrange au Liban : « une formation en management public », un domaine où, à l'époque, les Canadiens excellaient. 75 directeurs généraux ainsi que leurs équipes ont profité de ce programme. Plusieurs formateurs libanais ont suivi un stage au Canada. Tous ceux qui

ont connu cette période se souviennent de l'enthousiasme des gens pour des méthodes qui, semble-t-il, marchent partout, sauf au Liban. Le management public est né du management de l'entreprise qui est devenu, dans la seconde moitié du XXe siècle, le breviaire de toute entreprise. Si la bureaucratie cherche à sécuriser les opérations, elle n'a pas permis de limiter la corruption, loin de là, des éléments comme la complexité du problème, le coût ou encore le temps n'ayant pas été pris en compte. Le management public tend ainsi à rentabiliser les opérations en distinguant responsabilité et pouvoir et en faisant des prérogatives une science de l'efficacité.

Y a-t-il un problème qui mobilise les Libanais plus que celui des déchets ? Ce thème est désormais quotidiennement présent dans les journaux télévisés, alors que ministres, chefs politiques et entrepreneurs divers défilent en continu sur les plateaux des uns et des autres. Eh bien ! Qui a mission et pouvoir de résoudre ce problème ? Personne. La preuve, on n'a accusé personne, sauf le gouvernement (l'idée de gouvernement) dans toutes les malversations et les démesures qu'on a stigmatisées. Donc ce problème, toute chose égale par ailleurs, ne sera jamais résolu.

Dans ce pays, peu de responsables disposent de prérogatives bien définies, ou, plus exactement, ont le pouvoir d'user des prérogatives de leur fonction. Chaque fois qu'une mission foire et qu'on ne trouve pas l'homme qui avait le « pouvoir » de l'accomplir, la responsabilité monte plus haut. N'est ce pas la situation type qui naît du népotisme ? On fait confiance à ses proches, même incapables, plutôt qu'à ses concitoyens qui méritent d'assumer la responsabilité.

Faut-il désespérer ? Bien sûr que non. Pour revenir au Public Management, il prône un paradigme que l'expérience démontre le plus souvent : « les sociétés évoluent par bonds ». Les choses peuvent changer du jour au lendemain après plusieurs années de stagnation. L'explication que donnent les théoriciens du management est la suivante : dans chaque organisation il y a « des blancs et des gris », les forces positives peuvent proliférer sous l'impulsion d'un chef historique ou des efforts d'un groupe (les organisations économiques) et le tableau prendre subitement la couleur de la transparence et de la gouvernance. En attendant, on n'a qu'un seul choix : exprimer notre ras-le-bol.

INDEX

La Chambre de commerce franco-libanaise, un trait d'union fort entre les deux économies



P.06



P.09

Un nouveau succès pour la 7e édition de Beirut Art Fair

Baalbek honored for its 60 years of international festivals



P.15



P.17

Rural tourism ... A value-added to trigger tourism in south Lebanon

P02. Actu du mois

P03. Le secteur bancaire continue de faire preuve de résilience

P04. Le Liban de demain - Vers un développement économique et social

P06. La Chambre de commerce franco-libanaise, un trait d'union fort entre les deux économies

P08. Raïdy : L'impression en 3D, la pâte à modeler des adultes

P09. Un nouveau succès pour la 7e édition de Beirut Art Fair

P11. The LFA-CCIA BML Retail Activity Indicators: First Half of 2016

P12. Population and Employment in Lebanon

P14. The Lebanese Training Center

P15. Baalbek honored for its 60 years of international festivals

P16. Lebanon is not a "permanent asylum" for Syrian refugees

P17. Rural tourism ... A value-added to trigger tourism in south Lebanon

P17. M. Saleh: the Chamber of Sidon is ready to provide any help to revitalize and develop rural tourism.

P19. Trade exchange between Lebanon and Oman

P19. Lebanon in Figures

P20. Honey bee sector: LIVCD-CCIAZ training program benefited 700 beekeepers in the Bekaa

P21. Exhibitions, Conferences& Business Opportunities

Actu du mois

Baisse de l'indice LFA/CCIAB au premier semestre



L'indice publié par l'Association libanaise de la franchise (ALF) et la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban pour mesurer l'évolution des ventes de détail a reculé de 0,48% en glissement annuel au premier semestre pour s'établir à 83,50 points. « Les baisses les plus importantes ont concerné les ventes de produits de luxe (-9,28%) et de vêtements (-7,51%) ainsi que les offres de services dans les secteurs de l'hospitalité (-8,01%) et touristique (-6,62%) ». C'est ce qu'a indiqué le président de l'ALF, Charles Arbid, qui exhorte la classe politique libanaise « à faire de la relance de l'économie libanaise sa priorité ». Il relève toutefois la performance des ventes d'aliments et de boissons, qui ont bondi de 16,52% sur un an au premier semestre, devant les accessoires de sport et de loisir (+4,95%), les dépenses de santé (+3,98%), le mobilier de maison (+2,19%) et les produits de beauté (+1,24%). Lancé en octobre 2015, l'indice développé par la ALF et la CCIAB est calculé à partir des moyennes pondérées des dépenses effectuées par carte bancaire, dans six catégories de biens de consommation – les vêtements, les aliments et les boissons, les produits de beauté, le mobilier de maison, le secteur du luxe et les accessoires de sport et de loisir – et trois catégories de services - hospitalité, tourisme et santé.

Un centre de formation sur les technologies photovoltaïques à l'IRI



Une plateforme pédagogique dédiée à l'énergie solaire a été inaugurée le 19 septembre dans les locaux de l'Institut de recherche industrielle (IRI). Mise en œuvre par le bureau d'études français Transénergie, cette plateforme ambitionne de former des ingénieurs et techniciens à la technologie photovoltaïque sur différents types d'installations, le directeur

général de l'IRI, Bassam Frem. Notons que ce projet est financé à 50% par le gouvernement français, à travers un don de 210 000 euros, le reste étant couvert par le Centre libanais pour la conservation de l'énergie et l'IRI.

Dans le cadre des Journées du Patrimoine, la Résidence des Pins ouvre ses portes au public



À l'occasion de la 33e édition des Journées européennes du patrimoine, la Résidence des Pins a exceptionnellement ouvert ses portes au public, le dimanche 18 septembre. Crées en 1991 par le Conseil de l'Europe, ces journées sont un moment privilégié offrant au public la possibilité de découvrir des lieux marquants du patrimoine. C'est avec cet objectif que

l'ambassade de France a souhaité ouvrir à tous les Libanais la Résidence des Pins, haut lieu de l'histoire partagée entre la France et le Liban.

Plus de 2 000 personnes auraient été licenciées depuis le début de l'année



« Entre janvier et juillet 2016, 2 181 personnes ont été licenciées », a déclaré le président de l'Association des commerçants de Beyrouth, Nicolas Chammas, en s'appuyant sur des chiffres communiqués par le ministre du Travail, Sejaan Azzi, lors d'une rencontre le 9 septembre avec les représentants du patronat. Selon l'agence nationale d'information (ANI),

le ministre a également dit s'attendre à une hausse des licenciements dans les mois à venir, « en raison de la poursuite de la vacance présidentielle (...) et de la présence d'environ deux millions de déplacés et de réfugiés sur le sol libanais, qui sont en compétition avec la main-d'œuvre libanaise ».

Inauguration d'un nouveau parc solaire à Zahran



Le ministre de l'Énergie et de l'Eau a inauguré un parc solaire d'une capacité d'un mégawatt (MW) sur le site des installations pétrolières de Zahran. Ce projet, estimé à 1,4 million de dollars, a été réalisé par la société Ecosys et s'inscrit dans la stratégie de l'État de porter la production nationale d'énergie solaire à 200 MW d'ici à 2020. Les panneaux solaires alimentent le site, et le réseau d'Électricité du Liban. Il s'agit du deuxième parc solaire public à entrer en fonction, après le Beirut River Solar, avec une capacité identique, construit sur le fleuve Beyrouth et inauguré en 2015.

Marwan Haidamous, nouveau directeur de Renault au Moyen-Orient



Le groupe Renault a nommé le 1er août dernier Marwan Haidamous au poste de directeur général de la région Moyen-Orient. Ce franco-libanais de 36 ans devra développer les activités du constructeur automobile français au Levant, en Égypte, en Irak ainsi que dans les pays du Golfe. Au service de Renault depuis une dizaine d'années, Marwan

Haidamous a débuté sa carrière à 27 ans comme directeur financier au sein de la division internationale (Afrique du Nord) de la marque au losange. Diplômé de Sciences-Po Paris, titulaire d'un master en finances, il a ensuite occupé le poste de DG pour la région de l'Adriatique. En 2015, il a été chargé de l'ensemble du continent africain (35 pays). Il succède à Hakim Bouthera, promu directeur général de la division commerciale de Renault en Roumanie.

Levée de l'interdiction d'importer des fruits et des légumes de Syrie



Trois mois après avoir interdit les importations de fruits et légumes en provenance de Syrie, le ministre de l'Agriculture, Akram Chehayeb, est revenu sur sa décision. Dans un entretien avec le quotidien *al-Joumhouria*, il a justifié ce revirement par la hausse de la contrebande, en particulier dans le Akkar et le Hermel, et la réaction des autorités syriennes qui auraient, face aux exportations libanaises en Syrie. Le gel des importations syriennes, annoncé le 9 juin dernier, avait pour objectif de protéger les « exploitations libanaises et leur production » et devait être appliqué jusqu'à fin février 2017. Le ministre a toutefois souligné que les importations de Syrie seront dorénavant plus réglementées et soumises à une licence préalable, ainsi qu'à des tests de laboratoire. Ces licences seront accordées en fonction des besoins du marché en coopération avec les coopératives agricoles et les syndicats, a-t-il déclaré.

La dette souveraine du Liban « stable » selon Standard & Poor's



L'agence de notation financière Standard & Poor's a relevé sa perspective d'évolution de la note de la dette souveraine du Liban, désormais fixée à « stable » contre « négative » auparavant. « La perspective stable reflète notre opinion selon laquelle le flux des dépôts dans le système bancaire sera suffisant pour soutenir les besoins d'endettement du gouvernement ainsi que les besoins de financements externes du pays, malgré un environnement politique interne et externe difficile », a expliqué S&P dans un communiqué.

ECONEWS
The Chambers Newsletter

Quand les cris n'ont plus d'échos...

PUBLICITÉ

Information Tarifs

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	25cm L x 33cm H	\$ 1,000
Demi-page	12cm L x 33cm H	\$ 600
Quart de page	12cm L x 16cm H	\$ 400
Manchette bas de page	25cm L x 6cm H	\$ 250

Diffusion: 22 000 destinataires: chambres de commerce des pays méditerranéens, ambassades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.

Website: www.ccib.org.lb **Email:** econews@ccib.org.lb

Call: 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.111/ 266

Le secteur bancaire continue de faire preuve de résilience

Contre vents et marées, les banques locales continuent de résister à une atmosphère délétère et à un contexte économique atone. Quelques ombres apparaissent néanmoins au tableau.

Alors que les perspectives de croissance restent assez sombres, avec des projections de 1% pour l'année en cours et de 2% pour 2017, les banques libanaises résistent encore tant bien que mal à la conjoncture locale et régionale, pour la cinquième année consécutive. Fortes d'un long héritage, d'une confiance assez solide de la part des déposants et d'une politique prudente menée par la Banque centrale depuis des années, celles-ci continuent d'afficher des taux de croissance d'une année à l'autre, quoique plus faibles en ampleur comparés à la période d'avant le conflit syrien.

Si dans l'ensemble le bilan est plutôt positif, au vu du contexte actuel, une lecture plus approfondie des chiffres permet néanmoins d'identifier certains signes moins rassurants, telles que la dollarisation croissante des transactions et la plus grande exposition des banques à la dette souveraine.

Les actifs en hausse de 3% fin juillet

Fin juillet, le total des actifs bancaires avait augmenté de 4,9 milliards de dollars, soit l'équivalent de 2,7%, contre 4,2 milliards et 2,4% durant la période correspondante de l'an dernier. Les actifs des banques avaient déjà augmenté de 4,8% entre décembre 2014 et décembre 2015. Certes, le taux de croissance a ralenti comparé aux années fastes d'avant le conflit syrien, mais il reste relativement acceptable.

Dans les détails, les résultats des sept premiers mois de 2016 sont toutefois plus nuancés ; les dépôts ont, en effet, augmenté de 3,5 milliards de dollars, contre 4 milliards au cours de la même période de 2015.

Autre indicateur d'une certaine méfiance chez les déposants qui n'est pas sans impact, par ailleurs, sur la stabilité de la livre : les dépôts en dollars ont représenté 64,7% de la croissance totale des dépôts, contre 36,7% au cours des sept premiers mois de l'an dernier, révélant une tendance à la dollarisation couplée à une moins forte croissance des dépôts des non-résidents. Ces derniers ont contribué à hauteur de 13,4% de la croissance totale des dépôts, contre 21,6% fin juillet 2015.

L'activité d'emprunt a, en revanche, connu une croissance soutenue, compensant l'augmentation moins forte des dépôts par rapport à l'an dernier, et tirant ainsi le total des actifs bancaires légèrement vers le haut, en glissement annuel. Les prêts au secteur privé ont, en effet, augmenté de 1,8 milliards de dollars au cours des sept premiers mois de 2016, contre 1,2 milliard au cours de la même période de l'année dernière. En parallèle, alors que la croissance des prêts aux non-résidents était nulle l'an dernier, ces derniers avaient progressé de 0,3 milliard fin juillet. Cependant, à l'instar des dépôts, la dollarisation était également au rendez-vous. Près de 55% de la croissance enregistrée découlait de crédits libellés en devises, alors que cette contribution ne représentait que 35% sur les sept premiers mois de l'an dernier.

“ LES DÉPÔTS EN DOLLARS ONT PRÉSENTÉ 64,7% DE LA CROISSANCE TOTALE DES DÉPÔTS, CONTRE 36,7% AU COURS DES SEPT PREMIERS MOIS DE L'AN DERNIER ”

Les avoirs en eurobonds à près de 20 milliards de dollars

Autre indicateur d'une dollarisation des portefeuilles : l'exposition croissante à la dette souveraine en devises des banques libanaises. Leurs avoirs en eurobonds sont, en effet, passés de 17,6 milliards dollars fin 2015 à 19,5 milliards dollars fin juillet. Ces derniers représentaient ainsi 19,3% des dépôts en devises, contre 17,9% sept mois plus tôt, et, en ratio 1,12 des capitaux propres, contre 1,06. Ces taux, essentiellement liés aux opérations de swaps menées par la BDL depuis mai, restent néanmoins inférieurs aux niveaux de pointe atteints il y a quelques années. Il n'en demeure pas moins que les liquidités en devises étrangères ont baissé de 11,8% du montant global des dépôts en devises fin 2015, à 9,4% fin juillet.

Les créances douteuses à un plus bas depuis dix ans

Les banques libanaises maintiennent, par ailleurs, un niveau de liquidité élevé. Leur liquidité primaire nette en pourcentage des dépôts s'élevait à 30,7% fin 2015, tandis que le ratio des prêts aux dépôts – à 39% - continue de témoigner d'une importante flexibilité financière parmi les banques locales.

Quant au ratio des créances douteuses, il a reculé de 6,6% du total des crédits en 2014 à un plus bas en dix ans de 6,4% en 2015, en-dessous des moyennes du marché mondial et des marchés émergents. En parallèle, la politique de provisionnement prudente des banques libanaises a permis de maintenir la bonne qualité des actifs. Le taux de couvertures des créances douteuses par les provisions s'élevait ainsi à 75,6% fin 2015.

Le ratio d'adéquation à 15%

Les capitaux propres des banques libanaises ont, en parallèle, augmenté de 6,8% en 2015 pour atteindre 21 milliards de dollars. Face à une croissance moins importantes des actifs, le ratio « capitaux propres-actifs » a, de ce fait, augmenté à 9,2% fin 2015, conférant aux banques un ratio d'adéquation des fonds propres de 15%, dépassant ainsi les exigences Bâle II et reflétant une marge de couverture confortable du crédit et des risques opérationnels.

Les bénéfices nets consolidés des banques libanaises ont, enfin, progressé de 7% en 2015 pour atteindre 2,2 milliards de dollars. Les ratios de rentabilité du secteur sont, quant à eux, restés quasi stables, alors que la croissance des bénéfices nets du secteur n'a été que légèrement supérieure à la croissance des actifs et des capitaux propres. Le taux moyen de rendement de l'actif s'est ainsi élevé à 0,99% en 2015, inchangé par rapport à l'année précédente, tandis que le taux de rendement moyen des capitaux propres a légèrement reculé à 10,83%, contre 11% en 2014.

Des profits toujours en hausse

Les profits nets ont continué de progresser cette année, même si certaines banques ont été plus nanties que d'autres. Les bénéfices nets de la Bank Audi ont ainsi atteint 226 millions de

dollars au premier semestre, en hausse de 11,7 % par rapport à la même période un an plus tôt. Les filiales et entités étrangères ont néanmoins contribué à hauteur de 51% des bénéfices du groupe. Quant aux profits de la Blom Bank, ils ont crû de 19,1% à 226,7 millions fin juin.

Moins évolutifs, ceux de Bank Med ont augmenté de 2,3% au premier semestre, à 77,1 millions de dollars, tandis que les bénéfices nets de la SGBL sont restés inchangés au cours des six premiers mois de l'année par rapport au premier semestre de 2015.

“ LES PRÊTS AU SECTEUR PRIVÉ ONT, EN EFFET, AUGMENTÉ DE 1,8 MILLIARDS DE DOLLARS AU COURS DES SEPT PREMIERS MOIS DE 2016, CONTRE 1,2 MILLIARD AU COURS DE LA MÊME PÉRIODE DE L'ANNÉE DERNIÈRE ”

Les profits consolidés des banques alpha - les 14 banques dont les dépôts excèdent deux milliards de dollars - ont augmenté de 8% sur les six premiers mois de l'année, à près de 1,1 milliard de dollars.

S&P relève la perspective de trois banques

Enfin, sur une dernière note positive, l'agence de notation financière Standard & Poor's (S&P) a révisé en septembre sa perspective pour trois banques libanaises - Bank Audi, BankMed et Blom Bank - de « négative » à « stable ». L'agence de notation américaine a par ailleurs confirmé sa notation du crédit à long terme à « B- » pour les trois établissements concernés.

Cette décision s'explique par le relèvement de la perspective d'évolution de la note de la dette souveraine du Liban de « négative » à « stable » le 2 septembre. L'agence a dit s'attendre à ce que l'afflux de dépôts bancaires dans les banques libanaises soit suffisant pour couvrir les besoins de financement de l'État et les besoins de financement extérieur du pays. L'exposition de ces trois banques à la dette souveraine reste très élevée par rapport à leurs fonds propres, souligne toutefois S&P.

Bachir El Khoury

Le Liban de demain

VERS UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Roger Khayat

Un ouvrage de 660 pages publié début octobre 2016. Il s'agit d'un travail collectif initié par Roger Nasnas, président du Conseil économique et social, en collaboration avec neuf auteurs et l'apport d'hommes politiques, d'experts, et de hauts responsables de l'administration.

Ce livre succède à un ouvrage édité en 2007 qui a été un franc succès. À ce jour on le trouve sur le bureau de nombre d'hommes d'État et de hauts fonctionnaires ; il a eu droit de cité aux examens officiels et universitaires. L'édition de 2016 a certes tiré profit de la précédente, mais présente une différence fondamentale : elle fait abstraction des secteurs et adopte une approche transversale de la réalité économique. Il ne s'agit plus de tourisme, d'industrie, de commerce ou même de technologie avancée ; mais de productivité, d'équilibre, de climat d'investissement, et surtout d'emploi. Le contrat social était certes présent en 2007, mais il s'agissait de développer un filet social qui protège les plus démunis ; en 2016 le contrat social est devenu l'objectif du challenge économique, le critère d'évaluation de toute politique publique.

La méthodologie a de même évolué. Il y avait déjà un nombre d'auteurs du premier ouvrage ; les nouveaux ont été choisis par cooptation, parmi ceux qui avaient marqué par leurs travaux, les dernières années, l'espace intellectuel du pays. La nouvelle approche fut le fruit de leur consensus. Chaque sujet fut l'objet d'une discussion exhaustive avant que l'un des auteurs n'assume la rédaction et le soumette à la critique de l'équipe. Nasnas, qui a traversé dans son parcours les trois phases de l'intellectuel, de l'homme d'affaires, et du responsable politique, s'est donné pour mission de garantir le pragmatisme de l'ouvrage. « Vous ne m'avez pas convaincu ! » Il

l'était depuis longtemps car il avait consacré tout son temps et discuté les moindres détails ; mais il imaginait l'homme politique qui lit ce paragraphe et qui ignore certaines références largement débattues par l'équipe et données pour évidentes.

“
LE SECRET DU
DÉVELOPPEMENT EST
DANS LA MOBILISATION ET
LA QUALIFICATION DE LA
POPULATION ACTIVE
”

Chapeau bas devant les dix auteurs qui ont accepté de discuter leurs idées, de revenir sur certaines convictions, et de renoncer à certains paradigmes pour atteindre une pensée commune qui aurait le plus de chance de pénétrer la réalité socio-économique du Liban. Ajouter à cela la frustration de s'interdire de faire des « recommandations » que le lecteur lit en premier. Ce livre ne se base pas sur des équilibres atemporels qui permettent d'édicter des recettes valables aujourd'hui et demain. Il n'envisage pas le futur à l'image du passé. Il colle à la réalité et reconnaît que les structures de l'économie changent obligatoirement avec le temps. Les mesures que l'on peut prendre diffèrent le plus souvent selon la conjoncture qu'on traverse. Seul a la chance de définir les bonnes mesures celui qui peut les appliquer sur le champ, notamment un gouvernement, à condition qu'il ait une vraie connaissance de la

réalité du terrain. C'est à cette connaissance que s'est attelé « le Liban de demain ». À ce titre, il mérite de figurer dans le rayon de l'Économie du savoir de votre bibliothèque.

Les politiques de réformes

En revanche, les dix chapitres inscrits sous la rubrique des « politiques de réformes » abondent en mesures et recommandations. Ils sont l'œuvre de grands responsables qui vivent au présent la réalité du terrain et savent pertinemment ce qu'il faut faire dans leur secteur. Le livre les a accueillis comme un témoignage du fait que le Liban possède chez lui tous les éléments de sa réhabilitation même s'il l'ignore royalement. Cela ne veut pas dire que les auteurs ont la naïveté de croire que le fait de promouvoir ces politiques voudrait ou pourrait mettre fin à la dichotomie du pouvoir, consolider la justice, rationaliser le secteur économique de l'État, protéger l'environnement, distribuer 24/24 l'électricité, exploiter et sauvegarder les ressources hydrauliques, faire régner la transparence et la gouvernance dans l'administration, promouvoir la technologie et la connaissance, mettre un frein à la corruption, et mettre en œuvre un programme de relance qui ramène le pays au rang des pays émergents. Paradoxalement, tout cela est possible, et il y a des hommes capables et prêts à l'assumer. Même si le destin du Liban est d'accumuler les opportunités perdues, il fallait décrire ces réformes pour le jour où viendrait l'échéance du changement.

Si cette échéance est proche, ces réformes seront appliquées. Sinon elles serviraient de plateforme à un savoir qui identifie les priorités et les leviers disponibles pour arriver le plus vite et au moindre coût

à l'émergence du Liban. C'est tout l'objet du livre. En attendant il s'agit, comme au jeu de GO, d'augmenter la surface blanche qui, une fois dominante, amène le changement. Il est important que chacun se rende compte de la gravité de ses actes ou de l'efficacité de son action et prenne conscience de leur implication sur la vie publique. Le salut ne peut provenir que des soldats inconnus qui luttent dans le bon sens. Il est inutile de l'attendre d'au-delà des frontières, ou des forces occultes, ou des chefs charismatiques qui n'arrivent plus à promettre un avenir meilleur. Le salut est en nous si nous avons le courage d'analyser, de juger, de comprendre et d'agir.

Emploi et productivité

L'emploi est central pour « le Liban de demain ». Le chômage est bien plus catastrophique que toutes les formes de crise, même l'inflation, ou le double déficit (le déficit du budget de l'État et de la balance des paiements), ou l'expansion de la dette. C'est sur l'emploi et la qualité de l'emploi que sont indexés la croissance économique et le progrès social. Aujourd'hui on ne peut avancer un chiffre du chômage, mais les estimations oscillent entre 20% et 33%, plus chez les jeunes et dans les régions périphériques. Au-delà du problème humain que cela engendre dans un pays qui n'a pas d'assurance chômage. Il faut se rendre à l'évidence que plus la situation se prolonge plus elle nourrit l'émigration des jeunes et la fuite des compétences. Plus grave encore, ce chômage pèse sur la population active. En effet, seuls 45% de la population en âge de travailler (entre 15 et 65 ans) ont pris un premier emploi et travaillent ou sont aujourd'hui au chômage. La moyenne en Europe est de 65% et la stratégie de l'UE avant l'éclatement de la crise mondiale était de dépasser les 70%. Il est clair qu'une nation qui vogue autour de 45%

ne fait pas le poids dans la concurrence internationale.

La qualité de l'emploi n'est pas moins importante. Remplacer la main d'œuvre professionnelle par des étrangers sans qualification et à bas prix ne résout pas le problème, tout le contraire, c'est le retour au sous-développement. Le Liban a failli décoller quant on a enregistré un mouvement de retour des jeunes, et leur intégration à l'économie du pays, des années 2007 à 2011. Dans son livre « Return of Depression Economics », Paul Krugman attribue la chute de l'empire soviétique à la croissance de la production sans croissance de la productivité. Pour développer la production industrielle et le matériel spatial le plan avait jeté dans la production des populations agraires sans qualification. Le niveau de vie en fut le prix, des chaînes sans fin traînaient devant le « Gum ». Les jeunes du pays qui avait le premier envoyé un homme sur la Lune étaient fascinés par le jazz et le coca-cola.

L'EQUILIBRE EST LE PLUS EFFICACE DES SYSTÈMES, TOUT SYSTÈME EFFICACE TEND VERS L'EQUILIBRE

Dans cette logique, le paramètre des mesures à prendre n'est plus le « profit » de l'État ou d'un quelconque secteur économique, mais sa capacité à générer de l'emploi qualifié. Cela modifie énormément nos objectifs. En fait, contre vents et marées nous devons réduire le chômage, maintenir au travail les compétences, trouver un emploi qualifié et rémunérant aux jeunes, afin de consolider la population active et d'atteindre les chiffres qui nous permettent d'affronter

la concurrence mondiale. C'est à ce moment que l'ouverture deviendra bénéfique, et que la production pourra bénéficier de l'optimisation des ressources. Avant cela aucune économie ne peut compenser la dilapidation des facteurs que les structures actuelles nous imposent.

L'équilibre économique

Comment des dirigeants ont pu imaginer qu'avec des déficits abyssaux on peut gérer une économie. La Banque mondiale depuis des années prône l'équilibre des échanges internationaux. À partir d'une situation d'équilibre, le niveau de production des biens et services se stabilise, et tout développement du chiffre d'affaires se traduit en développement de l'emploi ou en amélioration du niveau de vie. Ce phénomène, qui s'applique non seulement au commerce extérieur mais à tous les aspects de la vie économique, a été exprimé en termes très éloquents par Maurice Allais : « L'équilibre est le plus efficace des systèmes ; tout système efficace tend vers l'équilibre ». Cet axiome devait trouver écho chez Kenneth Arrow dans « Existence of an Equilibrium for a Competitive Economy ». Il est curieux que l'Accord d'association à l'Union européenne n'ait pas prévu le cas d'un déficit chronique grave. Il faut dire que certains économistes croient à tort que l'exportation nette profite à la Communauté européenne. À terme cela empêche la formation du bloc Euromed et le positionnement paritaire de l'Europe dans le marché international face aux blocs américain, chinois et asiatique.

Là encore, nous voyons que l'objectif est dévié de la sacro-sainte ouverture des marchés, qui porte préjudice dans l'immédiat aux pays du Sud de la Méditerranée et à terme à l'Euromed dans son ensemble, vers une notion plus rationnelle

d'équilibre. Maurice Allais a condamné à maintes reprises l'ouverture entre des pays au développement inégal. Il n'a pas été écouté.

Les armes de la relance

Il faut avouer que la relance s'avère difficile, cependant si l'on sait où l'on va, on finit par arriver. Nous ne pouvons édicter des mesures dans l'ignorance de la conjoncture, mais nous avons un référentiel qui permet d'agir constamment dans le bon sens : emploi, productivité, équilibres sont autant de paramètres de l'action valables en tout temps. Le Liban les a ignorés, obnubilé par la reconstruction et grisé par l'économie de la rente, ou l'illusion de richesse. L'économie productive a été longtemps brimée par le crowding out effect généré par l'endettement intensif de l'État sur le marché local. L'effet immédiat fut le décollement du taux d'intérêt parfois au double et au triple de son seuil d'équilibre en l'absence d'une telle demande du Trésor, et la désaffection de plus en plus grande du secteur privé. Dans « Intérêt et Prix » John Wicksell explique clairement la relation entre la hausse des taux et la baisse de l'activité économique, et réciproquement. C'est cet axiome que va reprendre le keynésianisme dans sa politique de relance ; c'est également cet argument que va développer Friedman, mais en sens opposé, pour plaider la vertu de la stabilité. La neutralité de la monnaie pour Friedman n'est pas une constatation mais une obligation, il ne s'est pas empêché de stigmatiser l'effet de l'argent cher dans la première crise mondiale « 29, sharp contraction in monetary aggregates ».

Contrairement à une croyance répandue, ce n'est ni la banque centrale ni les banques commerciales qui sont à la base des taux d'intérêt élevés, mais

l'État. Au contraire la BDL a fait pression des années durant pour la baisse des taux. Les crédits assistés à l'investissement et à la consommation durable ont également pour objet de soutenir la production. Malheureusement cet effort, aussi louable soit-il, ne peut être que limité.

EMPLOI, PRODUCTIVITÉ, ÉQUILIBRE SONT LES PARAMÈTRES D'UNE POLITIQUE EFFICACE DE DÉVELOPPEMENT

L'équation se complique si l'on se souvient du nombre de fois où l'État a voulu relever de cinq points la TVA pour épouser le déficit du budget alors qu'on est en pleine déflation, et que la pression fiscale est déjà élevée, 24% (le cellulaire est une quasi taxe au Liban). Une telle mesure va certainement précipiter la dépression sans fournir des moyens supplémentaires au budget de l'État, la dépression ayant vite fait d'évaporer une tranche appréciable de l'assiette imposable.

« Le Liban de demain » développe 16 sujets similaires qui déterminent les critères de l'action et dix projets de réformes essentielles, qui vont faire l'objet de workshops au Conseil économique et social, le lieu naturel où devrait s'établir le consensus sur ces questions.

Roger Nasnas, en réalisant ce livre, a voulu prouver qu'on doit assumer la responsabilité une fois qu'on l'accepte. Obligé toutes ces années à expédier les affaires courantes, il a trouvé moyen de faire accomplir au Conseil sa mission et d'associer l'État et la société civile.

La Chambre de commerce franco-libanaise, un trait d'union fort entre les deux économies

Marilyne Jallad

Un Forum tripartite d'envergure rassemblera à Paris, le 20 octobre prochain, les entreprises françaises, libanaises et africaines. Un événement organisé par la Chambre de commerce franco-libanaise présidée par Gaby Tamer en partenariat avec la CCI de Paris Île-de-France. Revenons sur l'historique et la mission d'une des plus anciennes chambres de commerce bilatérales en France.



Créée en 1950, la Chambre de commerce franco-libanaise, plus communément appelée CCFL, est, dit-on, la plus ancienne des chambres de commerce bilatérales en France. Mais ses activités ont officiellement pris leur envol dès avril 1966. La création de cette association à but non lucratif a été l'œuvre d'hommes d'affaires français et libanais qui ont voulu entretenir et développer les liens commerciaux entre les deux pays, des liens forts tissés depuis l'époque du Mandat français des années 1920. Ces derniers ont ainsi manifesté leur attachement à la tradition linguistique et culturelle que leurs pays partagent de part et d'autre de la Méditerranée.

Survol de sa mission et de ses présidences

Promouvoir, faciliter et développer les relations économiques, industrielles, commerciales et financières entre la France et le Liban a très rapidement été le leitmotiv mis en avant par les initiateurs de cette entité dès ses toutes premières années de création.

Depuis cette date, la mission de la Chambre de commerce franco-libanaise s'est aussi développée en s'adaptant à l'évolution du monde, lequel a bien changé en cinquante ans, ajoutant ainsi sur son agenda de nouvelles priorités telles que la mise en relation et le développement des PME des deux pays, notamment des plus férues de technologie.

Avec la nouvelle présidence, depuis presque trois ans, de Gaby Tamer qui a succédé à 26 ans de « règne » de Jacques Saadé, la CCFL a étendu sa mission pour devenir un portail de mise en relation des entreprises françaises et libanaises et de la diaspora professionnelle libanaise au Moyen-Orient et en Afrique. Les dix premières années, ce sont des personnalités du monde économique libanais qui se sont succédées à sa tête. De 1950 à 1954, son premier président fut Joseph Khadige, président de l'Association des commerçants du Liban. Robert Tabouis, président de la compagnie TSF, en prit les rênes de la CCFL de 1954 à 1960 et Halim Malhamé, président du Port de Beyrouth, de 1960 à 1985.

À partir de 1960, sa présidence est confiée aux ressortissants libanais vivant en France. C'est Edouard Saman, devenu un notable non seulement en tant que chef d'entreprise mais aussi en tant que personnalité de l'émigration, qui en assumera les fonctions, de 1985 à 1986.

En 1986, Jacques R. Saadé, président du groupe CMA-CGM, 3e armateur mondial, en devient le président jusqu'en 2013. Son souhait le plus profond était le développement des relations commerciales entre la France et le Liban, un objectif largement atteint par l'homme d'affaires, lequel est désormais le président d'honneur de la CCFL.

Depuis 2013, c'est le président de Tamer Holding, Gaby Tamer, qui poursuit cette mission à la tête de la CCFL, entouré du vice-président Mohamed Choucair, de Nicolas Abou-Chahine, son secrétaire général et d'autres personnalités connues des milieux bancaires, académiques et des affaires des deux pays.

Comme membres d'honneur de la CCFL, nous citerons son président

honorifique, Jacques R. Saadé, l'ambassadeur de France au Liban, Emmanuel Bonne, le chargé d'affaires du Liban en France, Ghady El Khoury ainsi que le représentant du MEDEF International.



Gaby Tamer honore Jacques R. Saadé et annonce l'élargissement du champ d'action de la CCFL

Le conseil d'administration de la CCFL, composé notamment côté français, de l'École supérieure des affaires (ESA), de l'entreprise Alstom ou encore de Thales International, ainsi que son assemblée générale se sont réunis le 27 juin dernier à Paris, sous la présidence de Gaby Tamer. À cette occasion, le président de la CCFL a organisé un déjeuner en l'honneur du président d'honneur, Jacques Saadé, un événement auquel ont également participé le chargé d'affaires du Liban en France, Ghady el-Khoury, l'ambassadeur du Liban auprès de l'Unesco, Khalil Karam, l'ancien ambassadeur du Liban en France Nagi Abi-Assi, Tanya Saadé-Zeenny (CMA-CGM) et Shéhére Audi (Banque Audi France), ainsi que des membres du conseil d'administration de la CCFL.

Au cours de l'événement, Gaby Tamer a remis un trophée à Jacques Saadé en signe de reconnaissance pour son inestimable engagement auprès de la CCFL. « Je voudrais tout d'abord rendre hommage à mon prédécesseur le président Jacques Saadé, désormais président d'honneur qui durant plus d'un quart de siècle a donné sans compter à la tête de la Chambre franco-libanaise pour consolider les relations économiques entre la France et le Liban. Ceux qui ont vécu cette période qui a commencé alors que le Liban était à plat après 15 ans de guerre civile, se rendent compte du chemin parcouru pour que la France devienne le premier partenaire commercial du Liban », a notamment déclaré le président de la CCFL au cours de cette réception.



Tanya Saadé-Zeenny, Shéhére Audi, Khalil Karam, Gaby Tamer, Jacques Saadé, Ghady El Khoury et Nagi Abi-Assi

« C'est à partir de cette réalité que nous batissons aujourd'hui et que nous nous engageons à aller plus loin, avec celles et ceux, à la tête des entreprises françaises ou libanaises, qui savent que la coopération économique entre la France et le Liban coule de source, et que c'est un pari gagnant pour l'essor des deux pays dans la conjoncture mondiale », a-t-il poursuivi.

« Parmi les nouvelles orientations adoptées par l'assemblée générale, figure l'élargissement du champ d'action de la CCFL. À cette fin, ce champ d'action va être étendu pour faire de la CCFL un portail de mise en relation des entreprises françaises avec des entreprises contrôlées et dirigées par des professionnels et des hommes d'affaires libanais en Afrique et au Moyen-Orient. Les entreprises françaises seront alors non seulement proches des entreprises installées au Liban mais aussi de celles installées dans les pays de la diaspora professionnelle libanaise », a-t-il ajouté.

Outre ce partenariat avec les Libanais d'Afrique et du Moyen-Orient qui pourrait être étendu plus tard à d'autres zones, l'action de la CCFL visera en particulier à promouvoir la collaboration et le partenariat entre les PME libanaises et françaises et permettre l'ouverture des marchés respectifs des deux pays à ces catégories d'entreprises dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, du commerce et des nouvelles technologies. Les objectifs opérationnels de la CCFL favoriseront aussi le tourisme qui est, selon le président Gaby Tamer, une importante source de revenus pour le Liban ainsi que la culture à intégrer dans l'économie.

LE LIBAN ET LA FRANCE : L'ALCHIMIE !

Par Henri Castorès (Business France)

- Une destination qui occupe une place importante dans le cœur des Français qui connaissent le pays.
- La réciproque est aussi frappante : la France est une destination de choix et nous sommes, aux yeux des Libanais, des partenaires de premier rang.
- Explications : liens historiques, usage encore répandu de la langue française, fraternité, présence économique, culturelle et dans l'éducation, habitudes de consommation, etc.
- Trait d'union entre deux cultures : le Liban s'affiche comme vitrine de l'Occident en Orient.
- Les relations commerciales sont dynamiques et portées par le souhait réciproque de travailler ensemble.

Un forum libano-français pour l'Afrique prévu le 20 octobre à Paris

Parmi les toutes prochaines initiatives de la CCFL, un Forum Liban-France-Afrique se tiendra à Paris le 20 octobre prochain dans les prestigieux locaux de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Île-de-France, partenaire principal de l'événement.

C'est lors d'une conférence de presse donnée à la Résidence des Pins que l'ambassadeur de France, Emmanuel Bonne, a annoncé le lancement de ce forum intitulé « Rencontres professionnelles croisées entre la France, le Liban et l'Afrique : la force du partenariat avec le rayonnement (de la diaspora) libanaise ».

Un événement organisé par la Chambre de commerce franco-libanaise, la CCI Île-de-France, en coopération avec la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Beyrouth et du Mont-Liban, l'École supérieure des affaires, l'Association libanaise de la Franchise et Business France.

L'annonce a d'ailleurs été faite en présence du président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Île-de-France, Jean-Paul Vermès, et du vice-président de la CCIAB de Beyrouth et du Mont-Liban, président également de la Chambre de commerce franco-libanaise, Gaby Tamer, ainsi que du deuxième gouverneur de la Banque du Liban, Saad Andary, et du directeur de l'ESA, Stéphane Attali.

« Ce forum instaurera une bonne étape dans la coopération économique (bilatérale) et permettra aux entreprises des deux pays de renforcer leur coopération en Afrique », a déclaré Emmanuel Bonne avant de souligner « l'importance de cette réunion pour savoir comment travailler ensemble en Afrique ».

« Le but et le message (de cette coopération) sont clairs, nous avons pour objectif de réaliser de forts gains, nous avons les compétences économiques et une expertise en Afrique, ce qui nous permettra d'être plus forts ensemble », a poursuivi le diplomate.



De gauche à droite : Jean-Paul Vermès, Emmanuel Bonne et Gaby Tamer.

Gaby Tamer a vu pour sa part en ce forum « l'occasion de mettre la lumière sur l'ampleur du rayonnement professionnel de la diaspora libanaise en Afrique et ses nombreux succès, et surtout de fournir des opportunités de partenariats nouveaux dans les secteurs commercial et industriel au Liban ». Il a assuré que « les deux chambres de commerce œuvrent dans la perspective d'un rôle interactif permettant de soutenir ce projet ».

Quant au président de la CCI de Paris Île-de-France, Jean-Paul Vermès, il a estimé que « les marchés africains sont prometteurs, et que la présence libanaise et l'histoire française en Afrique donneraient une impulsion à la pénétration des deux pays dans ces marchés ». Il a en outre estimé que « cette coopération favorise une expansion dans le domaine économique, susceptible à son tour d'accroître les investissements, de créer de nouvelles opportunités de travail et de relever les taux de croissance économique ».

Ces rencontres auront pour principaux objectifs :

- La mise en relation des entreprises françaises avec les entreprises ou les hommes d'affaires de la diaspora économique libanaise en Afrique en vue de nouer des relations d'affaires.
- La mise en relation des entreprises françaises avec les entreprises libanaises de la métropole en vue d'établir des partenariats sur l'Afrique, partenariats qui s'appuieraient sur le levier que constitue la diaspora économique libanaise en Afrique.

Jean-Paul Vermès, le président de la CCI de Paris Île-de-France lors de son premier voyage officiel au Liban l'année dernière, s'est dit déterminé à « construire des bases solides » afin de mettre en œuvre « une relation économique fiable et pérenne » avec le Liban. Un vœu et une action que partage Gaby Tamer. En tout cas, toutes les synergies sont mises en place pour que les relations économiques entre entreprises françaises et libanaises soient un succès durable.

Pour les entreprises qui souhaiteraient adhérer à la CCFL, plus d'informations sur : www.ccfrancolibanaise.fr



De gauche à droite : Gaby Tamer, Emmanuel Bonne, Jean-Paul Vermès, Saad Andary et Stéphane Attali.

Raïdy : L'impression en 3D, la pâte à modeler des adultes

Marilyne Jallad

Il a grandi au cœur du quartier de Gemmayzé, dans l'immeuble de l'imprimerie familiale. D'un tempérament curieux, déjà tout petit, Doumit Raïdy s'intéressait aux imprimantes qui faisaient trois fois sa taille et s'amusait à humecter le papier, laissant son imagination vagabonder. Ce n'est nullement par obligation, explique-t-il, qu'il intègre quelques années plus tard le métier, mais par passion. Une passion qui le mène à faire sa révolution en 3D au sein de Raïdy Printing Group, dont il est désormais l'innovant directeur général.

C'est avec un BA en finances et un master en impression et édition en poche, que le jeune directeur général de 33 ans rentre au Liban en 2005. Puis ce sera Dubaï, en 2007, où il prend en charge la branche de Raïdy Printing Group et ses 130 employés. Fort de cette expérience, il reviendra quelques années plus tard au Liban pour innover.

Innover en temps de crise

Innover en temps de crise, c'est le choix qu'il adopte en diversifiant les activités du groupe familial. « Effectivement, les temps sont difficiles pour l'industrie de l'imprimerie, à l'image de tous les autres secteurs libanais qui sont en souffrance depuis 2011 », déclare-t-il. « Je dirais même que les industriels sont plus affectés que d'autres au regard des coûts mensuels des machines », poursuit-il.

Il prend alors le risque d'innover en période de crise. Et commence pour lui une période propice aux voyages où il assiste à de nombreuses foires, notamment londoniennes, qui dès 2011, mettent en avant des machines pour imprimer en 3D. Elles font mouche. Tel un enfant curieux, il plonge dans cet univers sans filets. « J'étais très attiré par la 3D et je voulais en savoir davantage et mettre la main à la patte. C'est là que j'ai découvert tout ce qu'il était possible de créer, les infinies possibilités de cette nouvelle technique et c'est fascinant », explique-t-il. « Que vous soyez designer, architecte, industriel, bijoutier, créateur de mode, médecin ou encore un simple curieux, la 3D vous offre une multitude de déclinaisons de l'objet imaginé ou scanné, il vous est désormais possible de donner vie à toutes sortes de concepts ou designs », poursuit-il.

Mais avant d'insuffler ce vent nouveau et d'innovation à l'une des imprimeries pionnières du Liban, fondée par son père, Joseph Raïdy, en 1973, le dynamique Doumit va se cultiver davantage sur ces nouvelles technologies de pointe, alors en plein essor en Europe et aux États-Unis, pour savoir quelles sont les marques de machines les plus crédibles et les plus pérennes. « À cette époque, c'était très compliqué de se lancer dans la 3D car la technologie n'était pas encore tout à fait au point. En quelques années, elle a fait un grand bond, s'est démocratisée en bouleversant tous les domaines professionnels », lance-t-il. Il y avait un train technologique à prendre et c'est qu'il a fait.

C'est ainsi qu'en 2015, Raïdy Printing Group devient le distributeur exclusif de deux des plus grandes marques de machines pour imprimer en 3D : Ultimaker et WASP. « Que ce soit pour des professionnels ou des particuliers, l'imprimante néerlandaise en 3D, Ultimaker, est à se procurer. La seconde que nous représentons, WASP, appelée « la Ferrari de la 3D », est plus «

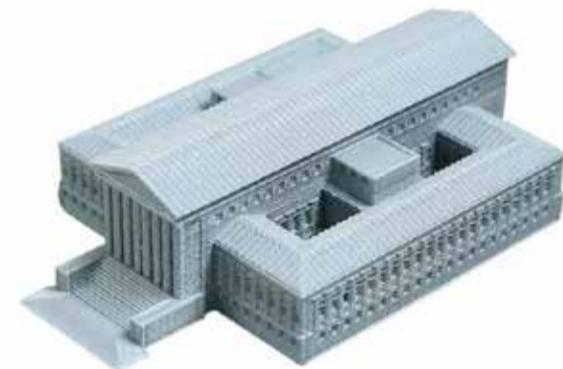


business oriented » et s'adresse en priorité aux secteurs du prototypage, du design, de l'architecture, du bâtiment, de la mode, de la médecine et de l'éducation », explique-t-il. « Cette technologie va aussi révolutionner le travail des chirurgiens qui pourront imprimer en 3D toute fracture osseuse ou image d'un organe endommagé à partir d'un IRM et affiner ainsi leur diagnostic avant toute intervention », affirme-t-il à titre d'exemple sur les bienfaits de la 3D.

Selon le directeur général, « les études montrent que d'ici 2020-2022, chacun d'entre nous sera muni de ces machines pour imprimer une pièce dont il a besoin pour sa voiture, un élément décoratif pour sa maison ou même un outil de cuisine ». « Le coût des imprimantes 3D disponibles chez Raïdy varie aujourd'hui de 2 500 dollars pour la plus petite à 25 000 pour les plus grandes à usage professionnel », indique-t-il.

Mais alors comment ça fonctionne?

« Quand une imprimante classique dépose de l'encre sur une feuille, l'imprimante 3D, elle, dépose de fines particules de plastique, couche après couche, pour créer un objet selon un plan précis fourni par l'ordinateur. Sans la moindre manutention, après quelques heures et quelques milliers de couche plus tard, on obtient un produit parfaitement fini et qui a le souci du sur-mesure et du détail », raconte-t-il, les yeux pétillants.



Parmi les nombreux avantages cités : imprimer en 3D est moins onéreux et permet de faire aussi des économies de temps et de déplacement. « Si vous examinez de près le nombre des objets que vous pouvez imprimer, vous réaliserez que vous avez la possibilité d'amortir le prix assez rapidement. D'ailleurs, un objet produit de façon traditionnelle pourrait coûter beaucoup plus que l'imprimante elle-même », renchérit-il.

Comme autres atouts, il cite aussi le gain esthétique et assure que cette technique n'ôte en aucun cas l'âme de l'objet. « C'est juste une nouvelle façon d'imprimer et de travailler qui permet aussi de garder une trace vivante ». « C'est un peu la pâte à modeler des adultes » tant les combinaisons, les tailles et volumes possibles sont nombreux.

Ce type d'impression est également eco-friendly et réduit à néant tout le gaspillage de matériaux, inévitable dans le procédé classique.

« Bientôt nous pourrons imprimer en 3D des immeubles en béton, c'est une véritable révolution auquel le monde fait face. D'ailleurs l'une des marques que nous représentons a déjà lancé une machine capable d'imprimer un immeuble de deux étages de 72m² », raconte-t-il. C'est dire que le monde technologique avance très vite et que l'âme avant-gardiste de Doumit Raïdy lui a permis de prendre le train high tech de l'impression 3D en marche et d'y intégrer le Liban.



Un nouveau succès pour la 7e édition de Beirut Art Fair

Plateforme internationale pour les artistes de la région MENA, la Beirut Art Fair, cru 2016, ce sont 45 galeries, 20 pays, 28 nationalités, 300 artistes et 1 500 œuvres d'art représentés. De quoi donner du baume au cœur en ces temps économiques difficiles où l'art continu sa percée d'excellence avec cette 7e édition qui, contre vents et marées, a rassemblé 23 000 visiteurs et collectionneurs du 15 au 18 septembre derniers.



Beyrouth était festive durant les quelques jours d'exposition à la découverte d'artistes accomplis et de jeunes pousses : une grande exposition d'art moderne avec la Beirut Art Fair, et des événements dans toute la ville avec la Beirut Art Week. Tout cela montre que Beyrouth continue de s'affirmer comme capitale culturelle et artistique bouillonnante.

C'était au Biel, sur une superficie de 3600 m², que cet événement a réuni du 15 au 18 septembre derniers, plus de 40 galeries en provenance d'une vingtaine de pays du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et d'Asie du Sud.

3,2 millions de dollars de chiffre d'affaires en 2016

Crée en 2010 par Laure d'Hauteville, commissaire d'exposition et ancienne journaliste, Beirut Art Fair a enregistré en cette 7e édition un chiffre d'affaires estimé par les organisateurs à 3 millions 200 mille dollars (87% des galeries ont vendu). « Un chiffre en hausse par rapport aux autres années car moins de galeries étaient présentes cette fois-ci », assurent les organisateurs.

Une affluence a été observée de 23 000 visiteurs sur les quatre jours, dont 7 000 le soir de l'inauguration.

Cet événement a pu voir le jour cette année encore grâce à un partenariat de partenaires, notamment les institutions culturelles, dont les ministères de la Culture et du Tourisme au Liban, l'Institut français, l'Office du Tourisme du Liban à Paris, l'Istituto Italiano di Cultura de Beyrut, Bankmed, le principal partenaire depuis la création de la foire en 2010, la Société Générale de Banque au Liban, le nouveau partenaire privilégié, la Byblos Bank et l'hôtel Le Gray, dont le soutien a rendu possible cette 7e édition de Beirut Art Fair et

cette exploration unique sur la création contemporaine de la région.

La direction artistique de la foire a été signée Pascal Odille, expert en art moderne et contemporain (CNES) ainsi que Marine Bougaran, directrice des espaces « Projects ».

LEBANON MODERN met les femmes à l'honneur

Grâce à la section « REVEALING by SGBL », Beirut Art Fair a permis à une trentaine de galeries de représenter un artiste, un seul, via un show solo restreint qui ne devait contenir qu'une à trois œuvres. C'était l'occasion pour certains jeunes artistes de briller en présentant leur meilleur travail et pour les collectionneurs de dénicher une perle, un nouveau talent. « Nous avons souhaité soutenir et souligner cette maturité grandissante par la création d'un comité de sélection dans lequel Beirut Art Fair s'est assuré le concours de grands collectionneurs, parmi les plus importants de la région, sollicités pour la richesse de leur expertise, la qualité de leur regard et leur curiosité intellectuelle », explique la fondatrice et directrice, Laure d'Hauteville. Notons que c'est à la suite d'un processus de sélection validé par un comité composé de trois grands collectionneurs de la région – Basel Dalloul, Abraham Karabjakian, Tarek Nahas – que ces galeries ont pu présenter ces jeunes



artistes jugés particulièrement prometteurs. Les jeunes artistes en question étaient originaires du Liban, mais aussi de toute la région, d'Égypte, du Maroc, de Turquie ou de Palestine par exemple et ont profité d'un véritable tremplin qui a déjà fait ses preuves et lancé des carrières après les éditions précédentes de la foire.

Une deuxième grande exposition est aussi venue explorer de manière inédite tout une partie de l'art libanais. Avec « LEBANON MODERN », grâce au soutien de Bankmed, Beirut Art Fair s'est fait l'écho des recherches artistiques – fondatrices et fondamentales – d'une modernité différente, parallèle, encore souvent méconnue et sous-estimée, qui a mis en lumière le rôle des artistes femmes libanaises, entre 1945 et 1975. Ce rendez-vous a notamment été possible grâce au ministère de la Culture et à de nombreux prêts venus de collections particulières. Cette exposition a présenté une sélection d'artistes parfois méconnues mais néanmoins majeures dans le dynamisme de la scène artistique libanaise et a recentré le rôle de ces femmes, et des femmes en général, peu représentées dans les collections de certains grands musées d'art moderne. Pour info, au MoMA de New-York ou au Centre Pompidou, par exemple, les œuvres réalisées par des femmes représentent environ 5% des œuvres exposées. La Beirut Art Fair était donc l'opportunité de donner un coup de projecteur sur celles qui ont inspiré les jeunes artistes d'aujourd'hui, sur une dizaine d'artistes qu'on apprendra à connaître, et à reconnaître par la suite.

« Accompagner, traduire, promouvoir l'étonnant et réjouissant dynamisme artistique dont Beyrouth, le Liban et tous les pays liés au ME.NA.SA (Middle East – North Africa – South Asia) apportent la démonstration dans cette période complexe pour le monde entier : telle est l'ambition qui anime l'équipe de Beirut Art Fair pour cette septième édition », poursuit Laure d'Hauteville.



Laure d'Hauteville, fondatrice et directrice de la Beirut Art Fair.

« Plus que jamais, il nous appartient de souligner à quel point le Liban occupe une place tout à fait singulière sur la scène artistique contemporaine, où il s'affirme avec un remarquable optimisme : les récentes inaugurations et réouvertures de lieux phares dans la capitale libanaise – musées, fondations, espaces d'expositions – sont là pour en témoigner, parallèlement aux ambitieux projets qui verront le jour dans les prochaines années », ajoute-t-elle.

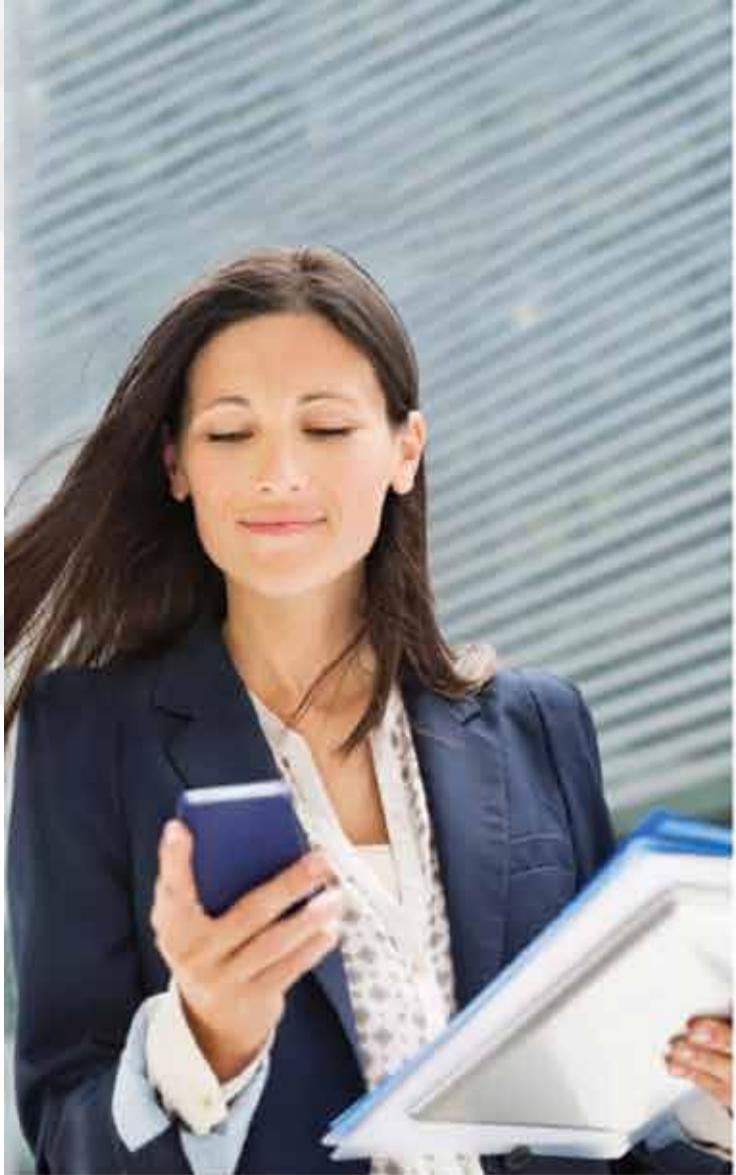
D'autre part, la photographie qui a toujours tenu une place importante au



sein de Beirut Art Fair avec notamment la création d'un prix, « le BYBLOS BANK AWARD », dont la mission est d'encourager les jeunes photographes libanais, a fêté cette année sa 5e édition au sein de la foire.

Comme les années précédentes, Beirut Art Fair a aussi offert un programme VIP exceptionnel, qui a permis d'aller à la rencontre de collectionneurs passionnés, d'ouvrir les portes de leurs demeures, de partager leurs secrets au cours de moments placés sous le signe d'une grande convivialité.

En 2015, Beirut Art Fair avait accueilli 21 000 visiteurs, 52 galeries de 19 pays qui ont présenté plus de 1 500 œuvres de 300 artistes différents. L'événement avait généré un chiffre d'affaires de 3,2 millions de dollars soit quatre fois plus qu'en 2010.



LEBANON EXPORT DIRECTORY

Your link between lebanese exporters and worldwide buyers

www.lebanonexportdirectory.com



**Kindly update your visual communication materials
(company logo, branding, advertising pages in PDF format, interactive movie link)
Capacity shall not exceed 5MB**

The LFA-CCIABML Retail Activity Indicators: First Half of 2016

Disturbing Downward Trend Continues

Charles Arbid, LFA President

With the third edition of the Retail Activity Indicators report, the 42-month long sets of time series used for the purpose of statistical analysis lent added robustness and reliability to the resulting indicators, to correlations, and to trend analysis. This edition indeed establishes the report as the country's guiding reference on retail trade.

The exercise of building retail activity indicators seeks to fill a gap in the national statistics platform, to provide retail enterprises and prospective investors with a quantitative gist of the retail industry, and to put at the disposal of representatives of the retail industry the quantitative basis to carry out their advocacy mandate.

Although the quantitative information on retail is a main feature of the report, the LFA and CCIA-BML are keen to add new content to each edition, making it more interesting to readers and more relevant to their needs.

Through research and analysis, the LFA and CCIA-BML aspire to shed more light on retail, a dynamic and innovative sector.

The retail sales performance indicators for the first half of 2016

The third edition of the LFA-CCIABML Retail Activity Indicators covers the first half of 2016, a period that saw sales performance indicators for the nine categories of consumer goods and services covered in the report take a clear turn downwards.

In the first half of 2016, the sales performance indicators for four major categories of consumer goods and services, which account for some 58 percent of total retail sales, fell broadly below the level they had reached in the corresponding period of 2015.

In the first half of 2016, the sales indicator for the clothing category was 7.5 percent lower than its level in the first half of 2015. Within the report's data sets, this category

accounts for about 22 percent of retail sales.

The sales indicator for hospitality services, a category that accounts for about 19 percent of retail sales, was down 8 percent in the first half of 2016 compared with the same period of 2015.

The sales indicator for tourism services, a category that constitutes about nine percent of retail sales, retreated by 6.6 percent in the first six months of 2016 from its level in the corresponding period of the preceding year.

In the first half-year of 2016, the sales indicator for luxury items fell by 9.3 percent compared with its level in the corresponding first half of 2015. Within the report's data sets, sales of luxury items represent about 8 percent of total retail sales.

For the first half of 2016, the sales indicators for three of the four major categories remained significantly below 2012 base year levels.

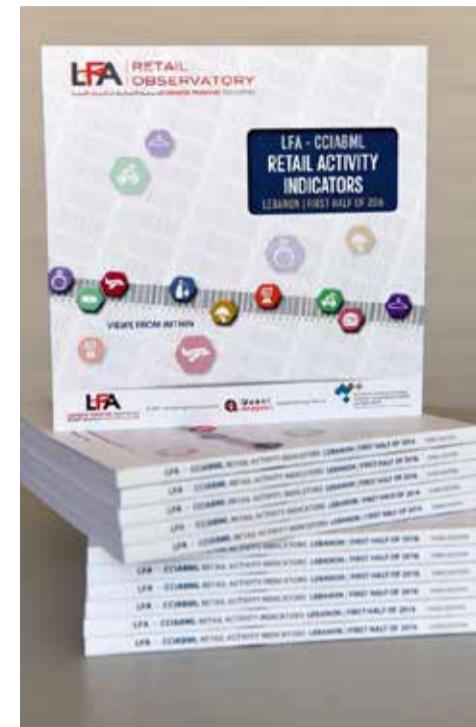
In the first half of 2016, the sales indicator for the clothing category remained 37 percent below 2012 base year level, that of hospitality services was 12 percent below the base level, and that of luxury items was at a broad 47 percent lower than the base level.

Other sales indicators that remained noticeably below the base year level are: sports and hobbies goods (45 percent below base level); household goods (41 percent lower than base level); and food and beverages (12.5 percent below base level).

The retail sales indicator for the nine categories of consumer

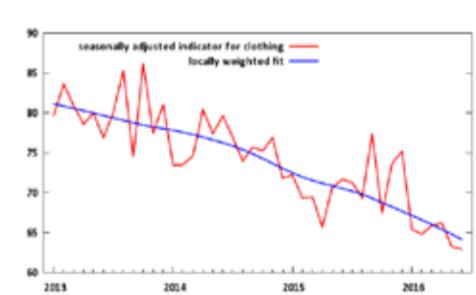
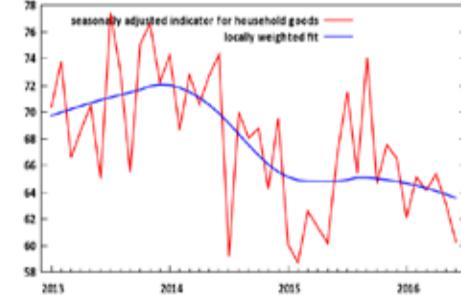
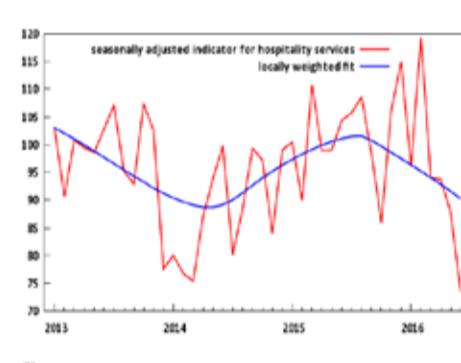
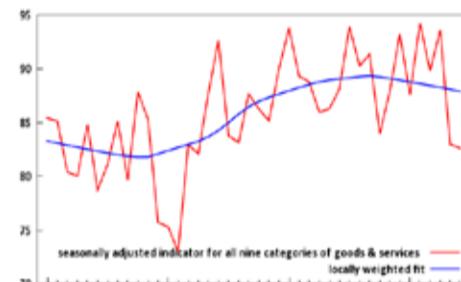
goods and services remained 16.5 percent below base year level, thus confirming the fact that the retail activity's minimal improvement in 2015 was unsustainable and was reversed in the first half of 2016.

For the first half of 2016, retail sales indicators for most categories of goods and services covered by the report's data sets traced the typical pattern of a broad fall in January compared to the previous month's surge, confirming the persistent weakness in demand: January



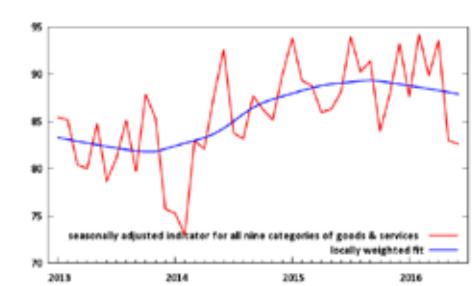
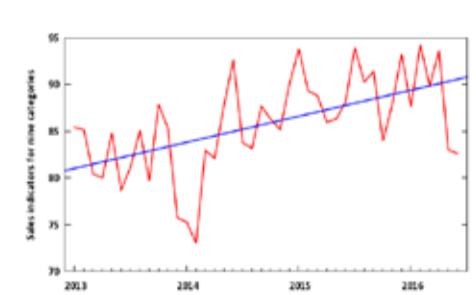
The report adopted a number of separate but complementary statistical approaches to interpret the retail sales performance indicators. Of these approaches, the de-seasonalization of indicator data and the use of two alternative representations and analyses of the trend are particularly helpful in imparting intuitive as well as technical significance to the time series.

Trend analysis plainly showed a decline in the overall retail sales performance indicator in the first half of 2016.



2016 overall retail sales indicator fell by 39 percent, markedly worse than the 32 percent drop registered in January 2015. The January 2016 drop was also more pronounced than the 35 percent fall of January 2014 and the 22 percent fall of January 2013.

The January precipitous fall from the December highs is a recurring and normal occurrence that retailers expect and plan for. The January 2016 decline, however, was significantly wider than that of the preceding three years, confirming a turn for the worse. Subsequent months posted mixed but mostly weak results.



Year-to-date half yearly evolution of retail sales indicators by category					
	H1-2016	H2-2015	H1-2015	H2-2014	H1-2014
Clothing	-7.51%	-10.33%	-8.72%	-7.46%	-4.06%
Food & beverages	16.52%	4.74%	18.83%	11.97%	-1.06%
Cosmetics	1.24%	10.12%	4.95%	5.01%	4.08%
Household goods	2.19%	-3.98%	-14.60%	-8.85%	4.89%
Luxury items	-9.28%	-13.09%	3.95%	10.69%	-0.32%
Sports & hobbies items	4.95%	-11.99%	14.14%	10.70%	-1.30%
Hospitality services	-8.01%	10.33%	16.46%	-5.67%	-13.09%
Tourism services	-6.62%	-15.21%	17.63%	15.94%	9.51%
Medical services	3.98%	3.07%	8.83%	11.95%	3.24%
Total	-0.48%	-2.19%	7.25%	4.98%	0.35%

Population and Employment in Lebanon

Toufic Gaspard

Practically all population and employment surveys in Lebanon share the characteristic of rarely specifying the Lebanese and non-Lebanese components in their results. This is remarkable since the non-Lebanese have usually constituted a significant component of either the resident population or the employed. That distinction has become critical in recent years with the continuing arrival of a large number of Syrian refugees in Lebanon, to such an extent of making it by far the country with relatively the highest number of refugees in the world.

This brief study is an attempt at remedying this serious deficiency. The focus of the study is to arrive at population and employment estimates, mainly by nationality, in mid-2011 and mid-2016; it does not intend to provide an elaborate analysis of the economic and political implications of such a situation. The hope is that official surveys in the future will adopt a similar structure to the one in the Table below, and correct its estimates where necessary.

1- Methodological notes

We adopt standard international methodologies, mostly used by the United Nations (UN), the World Bank, the International Labor Organization (ILO), etc. Specifically:

- Population is de facto, i.e. the number of all people in the country in the period indicated, usually mid-year, regardless of citizenship or legal status. Thus, the Lebanese population in Table 1 below does not include Lebanese working or residing outside Lebanon for any reason.
- Labor force or activity is composed of all persons, usually 15 years or older, who are willing to work. The labor force is equal, by definition, to the employed plus the unemployed.

The two chosen periods are mid-2011, which is the period just before the influx of Syrian refugees into Lebanon, and mid-2016.

We adopt a conservative approach to our estimation procedures. In other words, we usually choose the lower end of estimates for the non-Lebanese population and employment. This will be apparent in the Appendix on the calculation procedures of the estimates. The implication of such an approach is that the number of non-Lebanese, as population or workers, is likely to be higher than our estimates indicate.

2- Population and employment by nationality in Lebanon

Table 1 below summarizes the results of our estimates for the number of people and workers in Lebanon by nationality, in mid-2011 and mid-2016.

Table 1
Population and Employment in Lebanon, 2011-2016
(Mid-year; in thousands and %)

	2011	2016	2011	2016
	Population		Employment	
1- Lebanese	3,810	4,044	1,309	1,039
2- Syrians	600	1,600	534	726
Refugees	0	1,100	0	292
Workers, non-refugees	500	400	500	400
Others	100	100	34	34
3- Palestinians	450	500	122	140
In camps	350	400	88	106
Others	100	100	34	34
4- House workers	250	250	250	250
5- Others	250	250	200	200
Workers	200	200	200	200
Others	50	50	0	0
Lebanese	3,810	4,044	1,309	1,039
Total non-Lebanese	1,550	2,600	1,106	1,316
Grand Total	5,360	6,644	2,414	2,354
Lebanese	71%	61%	54%	44%
Syrians	11%	24%	22%	31%
Others	18%	15%	24%	25%
	100%	100%	100%	100%
Lebanese labor				
Labor force		1,471	1,561	
Employment		1,309	1,039	
Unemployment		162	522	
Unemployment rate		11%	33%	

Sources: See Appendix.

Note: Population is de facto.

3- An assessment of the estimates

The following are brief comments on the estimates in the Table above.

- a) The total de facto population in Lebanon has increased by about a quarter in the last five years to 6.7 million in mid-2016, while the share of the Lebanese population has fallen from 71% to 61%, and probably lower. A disturbing element in this situation is the fact that the inflow of refugees, who now represent about a quarter of the total population, is taking place in a Lebanon with a weak enforcement of laws, which makes the current situation insecure and potentially explosive.
- b) Based on the World Bank detailed study (see References no. 10), it is estimated that some additional 200,000 or more Lebanese will have been pushed into poverty owing to the influx of the refugees¹. More important is the adverse impact on the physical infrastructure (electricity, water, sanitation, roads, etc.) and human infrastructure (education and schools, health and hospitals, security, etc.). The costs of infrastructure depreciation are immense, and their depreciation is not being replaced by government investment.
- c) Thousands of Lebanese workers continue to be substituted for Syrian workers in practically all economic activities. This has contributed to a substantial increase in the Lebanese unemployment rate, which is estimated to have jumped from 11% in 2011 to 33% in 2016, representing additional 360,000 unemployed during the period.
- d) While Syrian workers used to be concentrated in the past in agriculture and construction, they have become increasingly visible in industry and all service enterprises: restaurants, hotels, wholesale and retail commerce, hospital and medical establishments, engineering and even legal offices, etc. There are also thousands of illegal small Syrian-owned establishments in retail commerce and services.
- e) Not all Syrian refugees are real refugees. Many enter Lebanon not seeking asylum but drawn by economic benefits. Indeed, poor Syrians may be attracted by the benefits that are distributed by international organizations to refugees. More important and independently of personal security considerations, a Syrian worker or unemployed may be attracted by the higher wages or income that he or she can earn in Lebanon. Thus, a significant number of "refugees" in Lebanon are not real refugees who are escaping the war in their country.
- f) The Syrian worker is unjustly exploited. Owners of enterprises pay Syrian workers much less than corresponding Lebanese workers, usually less than half the salary. In addition, the Syrian worker, who often possesses no other means for living, enjoys no social security benefits and may be fired at will without notice or indemnity.
- g) The Lebanese government is silent in words and action regarding this detrimental situation to both the Lebanese and the Syrian workers. It is our opinion that this reflects a tacit agreement of "laissez-faire" and "laissez-aller" between the authorities and owners of enterprises. This illegal and indefensible policy is implemented to compensate Lebanese enterprises for their substantial loss of business since 2011, owing to developments in the region and the weak growth of the Lebanese economy.

4- Recommendations

The Syrian refugee problem in Lebanon has had an extensive and adverse impact on all aspects of the economy and society. Worse, it may continue for years without adequate policy and management systems, which could undermine the existence of Lebanon as a political entity. The problem comes at a time when the Lebanese collective conscience still is alive with the bitter memories of the devastating consequences of the other, though then smaller, refugee problem of the Palestinians.

We propose the following recommendations:

- a) The number of Syrian refugees and workers in Lebanon must be controlled. Specifically, those coming from safe areas and strictly seeking work or refugee benefits should not be allowed in. This is a principle implemented by all countries in the world. For instance, the large Damascus area is a relatively safe area that can accommodate practically all Syrian refugees

¹ The study in fact puts the number at 170,000 by end 2014.

in Lebanon, and it is very close to Lebanon's borders. Why is it not being used?

- b) Work by Syrians and any other non-Lebanese must be subjected to Lebanese laws and regulations, with penalties imposed on contravening establishments. No government in any country would accept, as the Lebanese Government does, the dismissal of local workers in favor of foreign labor, as is being increasingly done in Lebanon. Separately, a temporary quota system of employment for non-Lebanese workers may be introduced and enforced by the authorities.
- c) Syrian and all other workers have rights. Basic rights usually are in terms of minimum wages and benefits. We hold the utopian belief that these rights, of Lebanese and all other workers, should be honored by the authorities and the owners of enterprises. It is a matter of basic human rights, the application of law, and the promotion of social peace.

Appendix

Estimation Procedures for Population and Employment

The estimates in Table 1 are derived from official sources: publications by the Lebanese government and by multilateral organizations such as the European Commission, the United Nations and the World Bank. Other official sources include private interviews by the author with senior Lebanese security officials who are familiar with the numbers of non-Lebanese in Lebanon. A conservative estimation approach is adopted throughout, as indicated below.

1- Lebanese

Estimating the de facto Lebanese population is a difficult exercise, especially because the most recent official survey dates back to 2007 (see References no. 1). Moreover, estimates by multilateral organizations such do not specify whom they include in their estimates. We start with the official estimate of 3.6 million Lebanese for mid-2007, and then apply an average rate of growth of 1.2% per annum until mid-2016. That rate is derived from the IMF database (ref. 4), which corresponds to the average of the UN rate of about 1.6% and the World Bank rate of about 0.7% (refs. 8 and 11) for the period 2005- 2010. Later estimates by these organizations are disregarded since only recently they appear to include refugees, but without any explanation provided as to the composition of the population estimates.

The Lebanese employment estimates start with the World Bank survey on labor (ref. 11), where employment in 2009 is estimated at 1,232 thousand and unemployment at 11%². Note that the period 2007-10 witnessed a strong economic growth with an average annual rate of more than 9%, quickly decelerating to about 1% in 2011. Accordingly, we apply an annual growth rate in employment of 5% in 2010, which is the average for the period 2007-10 in the World Bank survey, but conservatively assume that in 2011 the labor force grows at the same rate of 1.2% of the Lebanese population while unemployment remains unchanged at 11%.

For mid-2016, the labor force is also assumed to increase by the same rate as the population, i.e. 1.2%, which is significantly less than the 1.7% assumed by the World Bank study (ref. 11). Of course, this would make unemployment less than if the labor force were assumed to increase at the higher rate of 1.7%. As for unemployment, the other World Bank study in 2013 (ref. 10) has estimated Lebanese unemployment to increase by end 2014 in the range of 220,000-320,000. Despite the increasing substitution of Syrian for Lebanese labor during 2015-16, and the increasing establishment of small businesses by Syrian refugees, we assume Lebanese unemployment to increase only by the average of the range, i.e. by 270,000 individuals. This is in line with our conservative approach to the estimation procedures.

2- Syrians

We divide the Syrian population in Lebanon into 3 categories: refugees, workers who used to work in Lebanon before 2011, mostly in agriculture and construction, and others.

² The original estimate for 2009 is higher at 1,270 thousand. The figure is adjusted downward by 3%, to account for non-Lebanese in the survey sample, as advised by the Consultation and Research Institute that conducted the survey for the World Bank.

According to the EC and the UNHCR, the number of Syrian refugees is approximately 1.1 million in 2016 (refs. 2 and 9)³. The UNHCR also notes that 53% of these refugees are 15 years old or more, who thus constitute a potential labor force (compared to 46% for Lebanon-ref. 11)). Conservatively, we assume that only half this number is employed, that is 292,000 representing a little more than a quarter of the refugee population. Their occupations are salaried workers and self-employed individuals in various activities.

In a previous study by the author, the number of Syrian workers who are not refugees was estimated at 670,000 in 2010, and an average of around 600,000 during 2008-2010 (ref. 3). However, in line with the sharp deceleration of economic activity that started already in late 2010, we assume that the number of non-refugee Syrian workers has significantly decreased to 500,000 in 2011 and still to 400,000 in 2016. As for the remaining "Others", they are those who have been long-time residents in Lebanon and who are mostly heads of enterprise or self-employed. We estimate their unchanging number during 2011-16 to be 100,000 with the same ratio of employment to their population as for the Lebanese in 2011, i.e. 34%.

It is important to note that our estimate of the total number of Syrians in Lebanon accords very well with the figures provided by Lebanese security officials, who estimate the total Syrian population in Lebanon at about the same number of 1.6 million in 2016 (ref. 6).

3- Palestinians

Both the EC and Lebanese senior security officials (refs. 2 and 6) are very close in their estimates of Palestinian refugees in Lebanon, which are 450,000 prior to the war in Syria and 500,000 in 2016 following the entry of Palestinian refugees from Syria. Again conservatively, we estimate these numbers to be the total of all Palestinians in Lebanon, including about 100,000 as living outside camps.

We apply to the population in camps the same rate of employment as for Syrian refugees. The population living outside camps mirrors in its activity the Lebanese population; we therefore apply the same rate of employment to population, i.e. 34%, as the rate for the Lebanese and for the "Other" Syrians.

4- House workers

The house workers in Lebanon mostly come from Asian countries (Philippines, Sri Lanka, Bangladesh, etc.) and Africa (Ethiopia, Ghana, Madagascar, etc.). So these nationalities constitute a category that is separate from the other ones in the Table, where population and employment are classified by nationality. It is therefore legitimate to classify them by function since this corresponds almost exactly to nationalities that are mutually exclusive with the others.

The number of house workers is assumed to remain unchanged at 250,000 during 2011-16, and is based on information provided by Lebanese senior security officials (ref. 6). The actual number of house workers may actually be higher, probably exceeding 300,000. We assume that the employment figure is the same as that for the population.

5- Others

This last category comprises all nationalities not previously listed, though also some not engaged as house workers. It consists of all Americans, Europeans, Africans, Asians, including Arabs, i.e. nationalities other than Lebanese, Syrians, Palestinians or those employed as house workers.

That population is estimated at 250,000 in 2011 and 2016, which is again based on limited information provided by Lebanese senior security officials (ref. 6). Since most of this population resides in Lebanon for work purposes, we a priori assume that about 80% of them are employed.

Finally, it is our opinion that the largest error in the estimates in Table 1 above may be the one associated with the Lebanese population rather than with the other nationalities.

³ The indicated sources put the number of "registered" refugees, respectively, at 1,048 and 1,034 thousand, while the EC (ref. 2) adds that the total number of refugees, including un-registered, is around 1.1 million.



The Lebanese Training Center
@ the Chamber of Commerce, Industry and
Agriculture of Beirut & Mount Lebanon
is pleased to announce the upcoming trainings :



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon

SETTING UP A NEW BUSINESS: CHOOSING AND ESTABLISHING COMPANIES IN LEBANON



Speaker: Rana Nader, Lawyer at the Beirut Bar Association, Business, IP and IT Law specialized, Certified Mediator, Senior Associate at Nader Law Office

Dates: Wednesday, 10 November 2016.

Time: 10:00 a.m. to 2:00 p.m.

Outline: The seminar introduces the various types of commercial companies in Lebanon, offers guidance on considerations in selecting the most appropriate set up and provides an overview of the requirement for the incorporation and management of the most prominent companies (SAL, SARL, and Offshore). The seminar will allow for Q/A to cover practical cases.

Target: Entrepreneurs, startups, business managers, advisors and employees of member companies.

THE INTERPRETATION OF UCP 600 (UNDERSTANDING OF ARTICLES WITH PRACTICAL CASES)



Trainer: Dr. Massoud Kantar, PHD, Senior Manager - Head of Trade Finance Division at BLOM

Date: 17, 18, & 19 October, 2016.

Time: 5:00 p.m. to 8:00 p.m.

Outline: An overview on the international rules that govern the letters of credit (LCs) worldwide, issued by the International Chamber of Commerce - Paris (the Uniform Customs and Practice UCP 600). Focus on the rights and obligations of each party involved in a letter of credit in accordance with these rules (buyers, sellers, banks). Highlight on the opening of the letters of credit, the examination of documents in order to help the parties mitigating their risks in a letter of credit.

Target: Executives working in international trade, export and letters of credit in banks and commercial companies.

MANAGEMENT & ANALYSIS OF CASH FLOWS



Trainer: Mr. George Assilian, CPA, Financial advisor and Auditor

Date: 25, 26 & 27 October, 2016

Time: 5:00 p.m. to 8:00 p.m.

Outline: This training is designed to provide the participants with the practical tools in developing & administering a cash budget used to plan and control the cash flow position within any organization. The second part of the seminar is an advanced tool, designed to provide a detailed understanding of the Statement of Cash Flows - International Standard 7 from the perspective of IFRS. Furthermore, the seminar will indicate the difference between the Cash Budget & the Statement of Cash Flows. It will provide the techniques & principles for preparing these statements, analyzing the information reported therein and the benefits of both statements.

Target: Finance and non-finance professionals, managers, executives in key roles involved directly or indirectly with the capital budgetary planning and process in an organization.

- The LTC offers a 15% discount for the Chamber members.
- Free access to parking
- Attendance Certificates signed by the Chamber will be delivered to participants

[Download Registration Form](#) or [Apply online](#)

For information/registration:

Call Center: 1314 Ext 15

T: 01-353190

Email: ltc@ccib.org.lb training@ccib.org.lb

Free parking access

www.ccib.org.lb



www.ccib.org.lb

Baalbek honored for its 60 years of international festivals

As part of efforts to boost the economic activity in the Bekaa Valley, in general, and in Baalbek, in particular, the ministry of Economy and Trade organized a ceremony to honor the organizers of "Baalbek International Festival" and "Caracalla Dance Theater" for the outstanding success of the 60th year of Baalbek International Festival at the temple of Bacchus on August 27th.

In appreciation of their hard work and dedication, the ministry of Economy & Trade made a tribute to the president of Baalbek International Festival Committee, Mrs. Nayla de Freige, the governor of Baalbek-Hermel district, Mr. Bashir Khodor, the mayor of Baalbek, Brigadier general Hussein Lakkis, and members of Caracalla Dance Theater, in the presence of the representative of the Parliament Speaker, the Minister of Public works and Transport, Mr. Ghazi Zeaiter representing the Prime Minister, the Minister of State for Administrative Reform, Mr. Nabil de Freige as well as ministers and deputies, government officials, and prominent figures of the economic, political, cultural and clerical spheres.

Mrs. Alia Abbas, the Director General of the ministry of Economy and Trade, addressed in a speech the audience. She said:

"First of all, I would like to seize this valuable opportunity to convey the true feelings of thankfulness and appreciation to this region as well as to its families and inhabitants, a region that is known for its nonstop

is dedicated to the persons who defended the principles which they were detained for, that is the security and the progress of the region.

Why returning to Baalbek Temples? Why honoring in particular the Baalbek Festival Committee, its organizers and Caracalla Dance Theater? People will ask this question especially that several festivals were organized and others are still running this summer in many regions of the country?

Undoubtedly, the answer would not be the annual ceremony of Baalbek festivals, rather it is our strong belief that we are committed to reward these historic temple and columns as they remind us of the past and the great value of Baalbek temple with regard to civilization and history.

Baalbek is well known for its majesty and glory; its historical columns considered a dream to be achieved for every great artist. In this context, Irish playwright George Bernard Shaw revealed when he once visited Baalbek temple in 1931: "the world rewarded me the day I received the Nobel Prize in Literature in 1925, but I actively wanted to reward

affects Lebanon for it is not isolated from its flaming neighbors.

Moreover, the act of reaching the international level would not have been possible without the tireless perseverance, daring courage and spectacular successes of the Baalbek festivals' organizers to whom credits should be given for the constant organization of these festivals, reflecting the triumph of culture and civilization diversity over the civil war, as well as the missiles echoes of the Syrian war for more than six years. These festivals came as a response to all these wars by spreading vibes of music, songs, poetry and dance.

It is no secret that these festivals are not only considered as cultural and touristic event, but also as economic event par excellence.

I am myself pleased for being thankful toward the festivals committee for the efforts exerted in order to strengthen Baalbek economy by organizing the Baalbek festivals, develop the tourism activity by attracting tourists to Baalbek cafés, restaurants, hotels and shops, as well as to develop the seasonal job opportunities which Baalbek inhabitants and its neighborhood benefited from.

I would also like to express my sincerest thanks to the Minister of Economy & Trade for his trust and confidence, by entrusting me to transfer his greetings to our honorees and the audience, apologizing for not being able to participate in person due to specific reasons.

In addition, my special thanks go to all the region's inhabitants for their contribution and hard work to organize this ceremony and made it happen; in particular my thanks go



to Mr. Abbas Hijazi for his valuable contribution.

Finally, the current situation compels us to return back to Baalbek temple ruins and recognize that Baalbek is unable to keep up with its role entrusted by history due to the negligence that prevented and still prevents the possibility to benefit from the resources of its historical temple where George Bernard Shaw once expressed after his visit "If this temple was in the United Kingdom, the government would have cancelled the taxes".

It is to mention that Baalbek surroundings suffer from the lack of appropriate touristic institutions such as hotels, restaurants and parks in a way to match up with the majesty and history of the temple. The most surprising fact is that investments in this region is inadequate and nonexistent, noting that the world touristic sites are considered as the main attraction destinations for the investors, especially the Lebanese ruins for their huge benefits. This issue requires the unification of efforts of both the public and private sectors.



sacrifice to our country in all aspects. I would like especially to thank the Lebanese army and security forces for their readiness in defending our home land and territory. Their hard work and their tremendous efforts made possible the realization of such a stunning festival.

Moreover, I would like to salute our martyrs in all Lebanese regions, in particular those who have sacrificed their lives in the Bekaa valley, Baalbek and Hermel, without forgetting our detainee soldiers whom we wish their release the soonest possible, notably that this honoring ceremony

myself by visiting Baalbek. Finally, my dream became true".

Furthermore, why honoring the organizers of Baalbek festivals and Caracalla dance theater. The answer is easy: for their courage and perseverance to challenge the exceptional conditions that the region is going through. The festival was organized few days after el-Kaa explosions, in addition to its proximity to Ersal which suffers from unstable security conditions, as well as the ongoing bloody wars all over the Arab world and the Syrian conflict which



Lebanon is not a “permanent asylum” for Syrian refugees

Salam: Our destiny is at stake and the international community must compensate for its failure

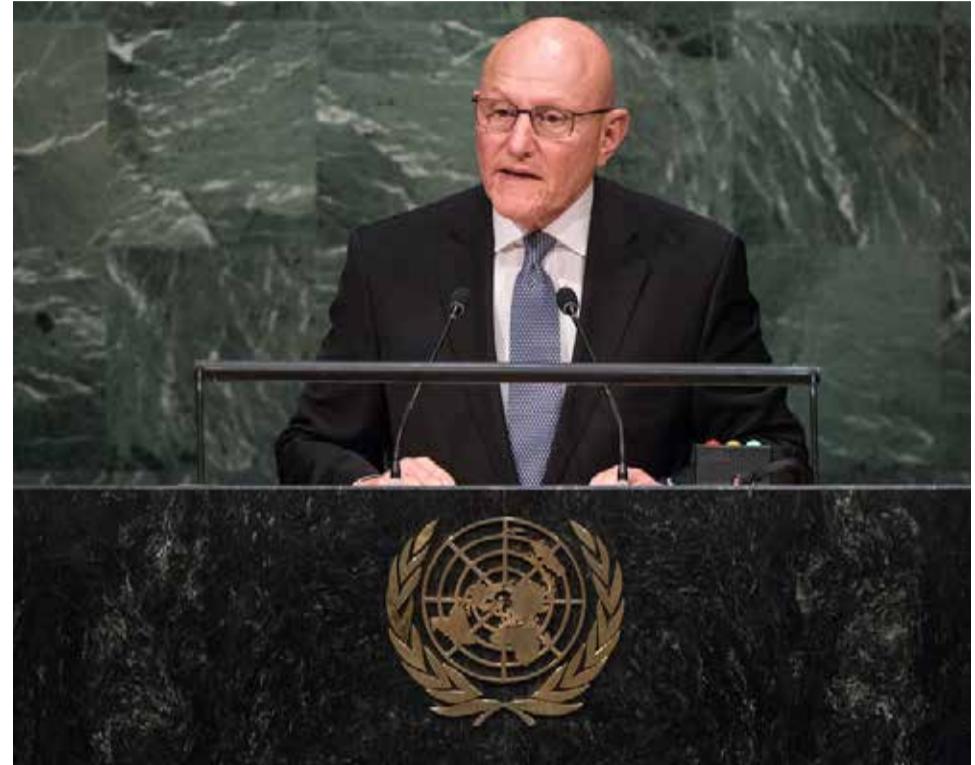
«We want to stress on the temporary nature of the Syrian presence in Lebanon.. it [Lebanon] can only be perceived as a final country for settlement by the Lebanese themselves.” Prime Minister Salam said, addressing the 71st session of the United Nations General Assembly in New York.

Salam deplored the international response to Lebanon’s needs as a host country, reassuring at the same time that Lebanon “will continue to host Syrian refugees as long as their lives are still under threat”. He urged the United Nations to work with concerned parties on an effective plan to ensure the relocation of Syrian refugees to their homeland.

The prime minister also reminded the U.N. General Assembly that “Lebanon is still under the threat of terrorism and is currently engaged

in an open war against terrorism that has cost [the country] both civilian and military lives over the years».

Salam expressed his disappointment regarding the Security Council repeated failures to address the conflicts afflicting many countries, particularly in the Arab region, and stressed the importance of reforming the Council in a way that reflects the political, economic, and demographic realities emerging in the world.



At the U.N. summit on refugees and migrants on the sidelines of the 71st session of the United Nations General Assembly in New York,

World leaders ready to help refugees, but without substantial commitment

Protect the human rights of all migrants, increase support to overburdened host countries and promote the education of refugee children... These are the commitments made by the 193 UN member states on Monday 19 September at the end of the UN summit to address the world's unprecedented crisis of displaced people. As expected, no target figures have been advanced.

There are sixty-five million displaced people worldwide, including twenty-one million refugees fleeing persecution, poverty or conflict. In two years, 7,000 men, women and children perished in the Mediterranean trying to reach Europe. More than half of the refugees live in eight countries - Lebanon, Jordan, Turkey, Iran, Kenya, Ethiopia, Pakistan, Uganda – whilst the richest countries host only 14 percent of displaced people.

Addressing the displacement crisis, the UN Secretary General, Ban Ki-moon, has called on world leaders to «combat the growing xenophobia» faced by migrants.

The UN High Commissioner for Human Rights, the Jordanian Zeid Raad el-Hussein, strongly denounced the «sectarians and crooks» who refuse to «share responsibilities» by welcoming more refugees on their soil. He reminded that this summit was convened “because we have failed, and we have failed to end the war [in Syria]».

RICHEST COUNTRIES HOST ONLY 14 PERCENT OF DISPLACED PEOPLE

«Without a massive effort by the international community, Lebanon may collapse,» warned the Prime Minister Tammam Salam. The burden for Lebanon of four million people to cope with the presence of 1.5 million displaced Syrians on its soil is unprecedented, that is a 25 percent increase of its resident population in less than two years. He pointed out that since the crisis began in Syria in 2011, over 100,000 Syrian babies were born in Lebanon. “More Syrians are born in Lebanon today than are being resettled in other countries, feeding a perilously destabilizing trend of internal growth in numbers,” he said.

Salam stressed that “the international community’s failure must be compensated,” as Lebanon was carrying out his duty with insufficient support from the international community; its needs as a host country were not commensurate with aid pledges that had been made. He pointed out that Lebanon’s spending

to service the displaced population were close to USD 15 billion in three years.

Salam called on the international community to put urgently in motion a five-step plan with tangible targets starting by drafting a detailed logistical mapping for a safe return of Syrian refugees in Lebanon to their homeland, specifying transportation needs, departure locations and all associated costs. The plan calls to start raising the required financing immediately.

“ SALAM: WITHOUT A MASSIVE EFFORT BY THE INTERNATIONAL COMMUNITY, LEBANON MAY COLLAPSE ”

In addition, the plan calls for setting up burden-sharing quotas for countries in the region and elsewhere, and to intensify the financing of development projects at the local and regional levels. The plan also calls for launching a fundraising effort for UNRWA, the U.N.’s Palestinian refugee agency, to address vital humanitarian needs.

For Greek Prime Minister Alexis Tsipras, whose country has seen

1.2 million migrants a year ago, the status quo is no longer tenable. If not solved, “this crisis would encourage nationalist and xenophobic forces raise their heads for the first time since World War II,» he warned.

Same account for the Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu who called for vigilance vis-à-vis the rise of islamophobia in Western Europe. Neighboring Syria, Turkey hosts 2.7 million people that have fled the fighting in Syria.

Unfortunately, the text adopted on Monday 19 September by consensus is a mere political statement without targets, and especially without specific commitments on aid. Ban Ki-moon had suggested that countries host each year 10% of all refugees, but over the negotiations, this objective was referred to 2018 at the earliest.

Humanitarian organizations were quick to denounce a missed opportunity at the end of the summit.» Governments responded only halfway. We cannot accept that, lamented the executive director of the British NGO Oxfam, Winnie Byanyima. Rich countries must do more to host, protect and support refugees».

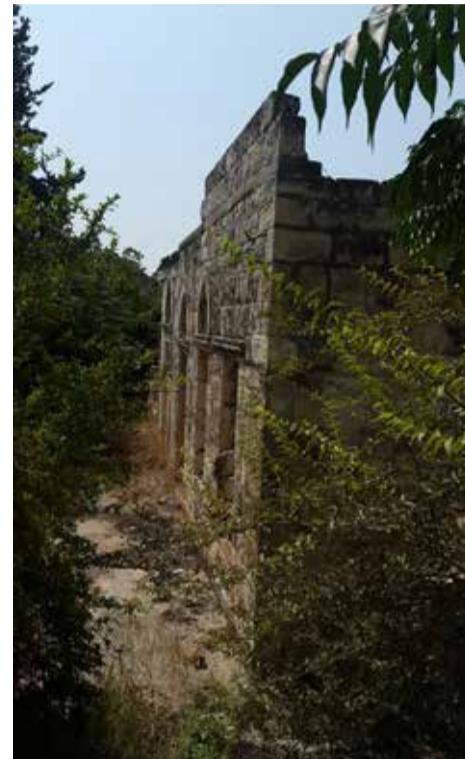
While passionate declarations remained far from concrete commitments, Prime Minister Li Keqiang announced a contribution of USD 100 million for humanitarian aid. China is «ready to assume its responsibilities within its capabilities,» he said.

Rural tourism ... A value-added to trigger tourism in south Lebanon

"Rural tourism" is about spending holidays in town houses so that city dwellers, Lebanese expatriates and foreign tourists experience the distinctive lifestyle of villagers. This type of tourism have flourished in many European countries such as Britain, France, Germany, Italy and several Eastern European countries, as well as many developing countries where rural populations put a piece of their homes for rental to families coming from the city, or renovate an old house, or build a separate house in a part of their agricultural land for this purpose. Hence, the yield is a multiplier of normal agricultural land returns. And so, rural tourism has become a source of improvement for rural population income, in addition to being a mean for communication and understanding between villagers and city dwellers, or between them and the tourists coming from abroad.

Lebanon has made first footsteps towards developing rural tourism -though considered somewhat shy-through the so-called «guest houses», which start to spread in Lebanese villages and towns, including a number of houses in south Lebanon, especially in Nabatiyeh, Hasbaya, Marjayoun and Jezzine. These are small-scale projects launched by individual initiatives or through small civil societies. They are mainly driven by the eagerness to preserve the heritage and protect it from annihilation, in addition to developmental and economic objectives set to stimulate tourism in rural areas and to create new job opportunities for their inhabitants.

These newly developed guesthouses are characterized by their rustic nature, externally and internally. They are composed of less than ten rooms outfitted to fulfill the needs and requirements of visitors, providing public safety and comfort in accordance with established standards subsequent to obtaining the license from the Ministry of Tourism, but also after a routine quality control of the good application of safety and public health requirements. Moreover, renting fees are acceptable and suit all social classes.



But many historical and heritage houses in the South continue to be marginalized and neglected, with houses either damaged by repeated Israeli attacks, or abandoned because of displacement or migration. Since restoration and rehabilitation of houses into touristic projects require financial costs which are unaffordable for their owners, and since the development of rural tourism carries important consequences, and in order to encourage investors, individuals and associations, to invest in this type of tourism in various southern regions, especially rural areas, the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Sidon and South Lebanon is preparing to launch a series of activities and guiding workshops with the aim to create awareness about the importance of mainstreaming and stimulating the tourism sector in the various districts of the provinces of the South and Nabatiyeh, especially in villages where the elements of success of such projects are available, in addition to explaining the return on investment that can accrue to investors.

M. Saleh: Chamber of Sidon ready to provide any help to revitalize and develop rural tourism



In an interview conducted by the Journal of Economic Affairs with the President of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Sidon and South Lebanon, Mohammed Saleh stressed that the Chamber of Sidon has already formed a committee composed of specialists that will be tasked with the follow-up of rural and eco-tourism issues. "Subsequently, we will be able to set plans and programs aiming at developing and stimulating the sector," Saleh noted, adding that the Chamber is ready to offer a helping hand for those wishing to invest in the rural tourism sector, both in the preparation of economic feasibility studies as well as for providing guidance on how to get soft loans and other financial assistance".

"House of good old days" in Nabatiyeh: a qualitative step forward in reviving rural tourism

To learn more about rural tourism in the south, we visited the «House of good old days» in Nabatiyeh; there we met the project manager Professor Sadik Mahdi.

We first asked Mr. Sadik who was behind the idea of the «House of good old days» project and what are the set objectives, he replied:

"The concept of "House of good old days" project has emerged once heritage houses, one by one, were smashed by bulldozers in favor of the cement business, sweeping with them our memories, tales, customs and etiquette"... The "House of good old days" is a heritage house that was established in 1909. It is the place of residence of the mayor of Nabatiyeh Hajj Hassan Hamdan. El-Husseini club, along with a group of diligent philanthropists in Nabatiyeh first purchased the land of the property then proceeded with repair works which lasted about five years given the substantive damages caused to it throughout the years and as a result of the Israeli attacks, Sadik explained, he added that the preservation of these treasured heritage houses, their activation and presentation as general landmarks to the public, and a stimulus to the collective memory to communicate with a past full of events, values, ethics and men... "will develop the sense of belonging and patriotism among generations when we see the richness and beauty of our heritage .."

Regarding the objectives of the "House of good old days", Sadik stated:

"In addition to conserving the "House" in itself, El-Husseini club has assigned the «House of good old days» with three-fold role: cultural, heritage and commercial... The first task entails organizing and hosting cultural activities, including targeted plays, seminars, book signing

events and poetry evenings, educational programs for students and children and others. The heritage facet entails the collection of traditional works, such as tools used by farmers and artisans, cooking utensils, and papers and documents of old times... the third facet implies a personal heritage café and restaurant serving all kinds of oriental food tinted with an attractive traditional touch, to accentuate the food of the good old times and the revival of this aspect of heritage, in addition to securing an income for the project and to other charitable activities related to El-Husseini club."

Regarding the economic feasibility the project, Sadik explained:

"We detect the nostalgia of our society and a clear longing to the past where people, whenever they feel pressured with worries of life, rush into charming memories and pick up the sweet memories to soothe the bitter reality they live in... The «House of good old days», with its «Hawooz» (water spout) and its «pots of oregano and basil» that towers its bank, along with its embracing arches and its curved tiles, comes out to revive their memory and draws for them the image of the past more plainly."

Based on the foregoing, these projects are attractive and productive... yet they cannot compete with other projects in terms of commercial returns. But with little conviction and with the good awareness of the importance of heritage conservation, these projects will succeed... "and we will be able to preserve the remaining of this richness that is fading day by day," he added.

Finally, on financial issues and project's sustainability to achieve the desired objectives, Sadik said:

"The personal endeavor, which concerns both individuals and associations, is significant and essential in achieving such projects; it is the force that drives the project, prompts its advancement, highlights its value, and urges concerted efforts to make it a success. This endeavor remains, however, powerless due to the high financial cost needed for its completion."

"The role of state institutions and municipalities is being underscored to support such a touristic and cultural projects, not only through financial and in-kind contributions, but also through legislation and facilities that encourage investments in this area, or even by the restoration of these houses to preserve the traditional characteristics of villages and the old neighborhoods, while keeping ownership of their respective owners and bestowing towns and cities attraction, elegance and beauty," Sadik concluded.





غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon

في بيروت وجبل لبنان

1577
libanpost.com

RENEW YOUR MEMBERSHIP TO THE CHAMBER OF COMMERCE INDUSTRY & AGRICULTURE [BEIRUT & MOUNT LEBANON] AT LIBANPOST



LIBANPOST

Trade exchange between Lebanon and Oman

The geographical location of the Sultanate of Oman, its leading role in the region, in addition to a significant and advanced infrastructure, as well as the economic ambitions of its leadership, make it the most promising country in the region, both economically and in terms of investment.

There is no doubt that the opening up of the Sultanate of Oman on Iran, make it a key gateway to the Arab and foreign products into this country, and as such, an important gateway to the Lebanese industries wishing to enter the Iranian market, through their goods and services.

Within this framework, the "Week of Lebanon in the Sultanate of Oman" will be organized in cooperation between the Chamber of Commerce and Industry of Beirut and Mount Lebanon (CCIA-BML) and the Chamber of Commerce and Industry of Oman, from 23 to 26 October 2016, at the international exhibitions and conferences center in Muscat. Lebanese industrial products and services will be displayed on an area of two thousand square meters.

HS	Main Lebanese Exports to Oman in 2015	Thousand \$	(%)
19	Preparations of cereals	3,955	16%
33	Perfumery, cosmetic or toilet preparations	3,483	14%
7	Edible vegetables and certain roots and tubers	2,631	11%
8	Edible fruit and citrus	2,077	9%
21	Miscellaneous edible preparations	1,411	6%
18	Cocoa and cocoa preparations	1,358	6%
34	Soap & washing preparations	1,277	5%
20	Preparations of vegetables, fruit, nuts	1,240	5%
49	Products of the printing industry	900	4%
84	Machinery	765	3%
	Other	5,300	21%
	Total	24,397	100%

HS	Main Lebanese Imports from Oman in 2015	Thousand \$	(%)
39	Plastics and articles thereof	6,914	32%
76	Aluminum and articles thereof	5,815	27%
27	Mineral fuels & products of their distillation	1,716	8%
68	Articles of stone, plaster, and cement	1,606	7%
21	Miscellaneous edible preparations	1,254	6%
15	Animal or vegetable fats and oils	1,064	5%
38	Miscellaneous chemical products	779	4%
33	Perfumery, cosmetic or toilet preparations	449	2%
69	Ceramic products	422	2%
7	Edible vegetables and certain roots and tubers	398	2%
	Other	1,279	5%
	Total	21,696	100%

The exhibition includes also a Lebanese-Omani economic forum, where bilateral business meetings between Lebanese businessmen and their Omani counterparts will take place.

Lebanon and Oman have distinctive bilateral relations; this good relation has been translated in recent years by the convention on the revitalization and protection of mutual investments in 2008, and the agreement for the avoidance of double taxation and the prevention of tax evasion with respect to taxes on income in 2001.

Based on FDI Markets data, the estimated total cost of inter-Arab investment projects between the period of April 2003 to April 2016, valued at approximately USD 311 billion.

According to the Arab countries receiving inter-Arab investments, Oman has acquired projects worth USD 9.5 billion, representing 3.1 percent of the total value of investments, with Lebanon's share consisting of USD 79 million. On the other hand, Lebanon has acquired projects worth USD 11.4 billion, representing 3.7 percent of the total value of investments, with Oman's share consisting of USD 13 million.

Trade Exchange Between Lebanon and Oman (in million U.S. \$)					
	Exports	%	Imports	%	Trade Balance
2000	3.2	0.4%	3.0	0.0%	0.2
2001	4.0	0.4%	4.8	0.1%	-0.8
2002	4.2	0.4%	2.9	0.0%	1.3
2003	4.8	0.3%	3.4	0.0%	1.4
2004	6.5	0.4%	5.8	0.1%	0.7
2005	7.2	0.4%	21.0	0.2%	-13.8
2006	7.8	0.3%	22.7	0.2%	-14.9
2007	10.3	0.4%	5.9	0.0%	4.4
2008	14.4	0.4%	7.1	0.0%	7.3
2009	12.7	0.4%	9.4	0.1%	3.3
2010	11.7	0.3%	10.6	0.1%	1.1
2011	13.2	0.3%	12.0	0.1%	1.2
2012	14.7	0.3%	14.5	0.1%	0.2
2013	18.4	0.5%	22.4	0.1%	-4.0
2014	22.6	0.7%	22.8	0.1%	-0.2
2015	24.4	0.8%	21.7	0.1%	2.7
2016*	12.4	0.8%	9.6	0.1%	2.8

* first 7 months

Lebanon in Figures

in billion US\$

Ref.	Indicator	2012	2013	2014	2015
10	Growth	2.80%	3.00%	2.00%	2.00%
11	GDP (in constant Prices 2010)	39.80	40.80	41.60	42.40
12	GDP (in current prices)	44.10	47.20	47.80	47.10
	2014	Jun.2015	2015	Jun.2016	
20	CPI	-0.71%	-2.09%	-3.40%	0.36%
21	M1	5.50	5.67	6.00	6.17
22	M2	48.67	50.58	52.15	53.23
23	M3	117.64	120.4	123.62	126.34
24	M4	124.55	127.56	130.92	133.61
26	Banks Assets	175.64	180.02	186.00	190.29
27	Banks Deposits	147.63	151.73	155.00	158.13
28	Banks Loans- Resident Private Sector	45.36	46.28	48.04	49.44
30	Balance of Payment	-1.41	-1.32	-3.35	-1.77
31	Current Account	-12.95	-3.19	-8.15	-
32	Balance of Trade	-17.18	-7.23	-15.12	-8
33	Imports	20.49	8.78	18.07	9.39
34	Exports	3.31	1.55	2.95	1.39
	2012	2013	2014	2015	
40	Unemployment Rate (Est.)	20.00%	20.00%	20.00%	20.00%
41	Employment Rate (Est.)	47.60%	47.60%	47.60%	47.60%
42	Population (Est.)	4.13 Mn	4.18 Mn	4.23 Mn	4.28 Mn
43	Population 15 - 64 y.(Est.)	2.82 Mn	2.85 Mn	2.88 Mn	2.91 Mn
	2014	Jun.2015	2015	Jun.2016	
51	State Budget Deficit	-3.07	-1.79	-3.95	-1.94
52	Budget Revenues	10.88	5.00	9.58	5.33
53	Budget Expenditures	13.95	6.79	13.53	7.27
54	Public Debt	66.57	69.02	70.31	72.87
55	Debt Service	4.19	2.15	4.46	2.33
56	Total Primary Deficit / Surplus	1.31	0.48	0.72	0.50

Sources: BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (11,12,20,40,41,42,43), Customs (32,33,34), Ministry of Finance (51,52,53,55,56), World Bank (10)

* Till June

Key economic indicators prepared by the Center of Economic Research showed the following results:

• Consumer Price Index

Based on the Central Administration of Statistics, the CPI increased by 0.36% in June 2016 from end of 2015; whilst in June 2015, the CPI had decreased by 2% compared to end of 2014.

• Balance of Payments

For the first six months of 2016, the deficit of the balance of payments reached 1.77 billion USD compared to a deficit of only 1.32 billion USD for the same period of 2015.

• Trade Balance

The trade deficit reached -8.00 billion USD in the first 6 months of 2016, compared to -7.23 billion USD during the same period of 2015: Exports decreased by 10.3%, while imports increased by 7%. As a result, the deficit of trade balance has increased by 10.7%.

• Public Finance

In the first 6 months of 2016, public expenditures increased by 7% compared to the same period of 2015, while revenues increased by 6.6%. Hence, the budget deficit rose by 8.5%. Primary deficit* reached 498 million USD in the first 6 months of 2016, an increase of 4% from 475 million USD in the first 6 months of 2015. This was caused by the increase of debt service by 8.6% and the increase of public revenues by 6.6%, in addition to the increase of public expenditures by 7%; Repayments of foreign debt principal decreased by 11.4%.

*Total Primary Deficit/Surplus = Budget Revenues – (Budget Expenditures – Debt Service – Foreign debt principal repayments)

• Public Debt

Public debt increased from 69 billion USD to 73 billion USD between June 2016 and June 2015 - an increase of 5.7% over one year.

Honey bee sector: LIVCD-CCIAZ training program benefited 700 beekeepers in the Bekaa

Apiculture, also known as beekeeping, refers to the farming of honey bees to produce honey, as well as any other product such as royal jelly, beeswax, and queen bees.

In Lebanon, beekeeping is an important source of income for rural families. However, the marketing and selling of locally produced honey still have to be more profitable. The lack of technical knowledge on the best and safest beekeeping practices still remains the major constraint, along with: (i) lack of availability of laboratories to perform tests required on the produced honey according to international and national standards, (ii) lack of availability of good quality of queen bees which affects production, (iii) competition in the local market from low selling price of imported honey brands, and (vi) high cost of marketing fees in export markets.



Participation of LIVCD in 'Made in Bekaa' exhibition (2015)

The Lebanon Industry Value Chain Development (LIVCD) is a five-year, USD 41.7 million, program (2013-2017) funded by the United States Agency for International Development (USAID) and implemented by DAI Global LLC. With funding from the presidential initiative «Feed the Future,» LIVCD aims to improve Lebanon's economic prosperity. Its ultimate goal is to help generating income for small businesses while creating jobs for the rural population, in particular women and youth. The project also aims to create ties between farmers, producers, suppliers, processors, service providers, traders, transporters, retailers, packers, distributors, exporters, and consumers. Other LIVCD objectives can be summarized as follows:

- Increase the competitiveness of selected value chains (avocado, cherry, honey, olive oil, pome fruits, table grapes, processed food, and rural tourism).
- Expand the number of Micro and Small and Medium Enterprises that

can compete in selected markets.

- Improve linkages between those firms and other actors throughout the value chain.
- Increase the gross value of products and services in local and export markets, and expand exports.

Entirely market-based, the project is working throughout Lebanon to raise the competitiveness of the above mentioned value chains. For honey, LIVCD launched in 2014 a strategic beekeeping program which focused on the following:

- Improved efficiency and sustainability of domestic bees' colonies by introducing innovative management and production techniques.



Launching of the Beekeeping training program in Bekaa

villages across Lebanon. In addition, the project worked with industry stakeholders to identify factors that limit the growth and development of the industry, and plans to accomplish the following:

- Modernizing hive management, as well as honey harvesting and processing.
- Offering a training program on hive management to help bee-keepers maximize their production.
- Raising awareness of (whenever possible) government officials and stakeholders on the importance of beekeeping as a sustainable practice for income generation.

In the Bekaa, and as a result of LIVCD collaboration with the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Zahle and Bekaa (CCIAZ), more than 700 beekeepers from 16 beekeeping cooperatives and target beekeepers groups have profited from LIVCD-CCIAZ training program on different topics of honey production, among which (i) beehive management, (ii) bees diseases, (iii) raising queens and (iv) increased honey production. In addition, LIVCD project started in 2015 a hives' distribution program in the Bekaa, where 338 beekeepers profited from this program aiming at achieving the following direct objectives:

1. Increase honey production and beekeepers' income in the Bekaa region by expanding their apiaries through a leveraged investment with



Queen bee production.

beekeepers.

2. Provide beekeepers with equipment to produce high quality honey and limit the contamination, through establishing a honey extractor and uncapping machine.
3. Improve the technical and management capacity of beekeeping cooperatives through a leveraged investment in beekeeping equipment, allowing the coops to have a stream of income.

Beekeeping and honey production have been a key focus of the LIVCD project. The goal is to help rural communities maintain a secure and steady source of income, and specifically to afford beekeepers the opportunity to make a comfortable living without the need to own a land. Through beekeeping, we reach a large number of people in rural areas throughout all regions of Lebanon. LIVCD technical assistance to beekeeping cooperatives include training programs and empowerment of the honey industry through purchase of new equipment at a cost-share basis, provision and introduction of innovative agricultural practices to access markets. On top of that, LIVCD helped in establishing the first artificial queen bee insemination center in Lebanon and the Arab world. Most importantly, LIVCD focuses on connecting local beekeepers with buyers and exporters and has been working with Lebanese authorities to update regulations to govern the quality of honey.



Hive management field training.

EXHIBITIONS

EXHIBITION: INTERNATIONAL ART & CRAFT FAIR OF OUAGADOUGOU

Industry: Arts & Crafts
Location: Ouagadougou - Burkina Faso
Date: 28 October – 06 November 2016
Phone: 0022625373256/57
0022625370492
Fax: 0022625373260
Email: salonsiao@gmail.com
inscriptionsiao@gmail.com
Website: www.siao.bf

EXHIBITION: 2ND CBH EXPO 2016

Industry: Cosmetics, Beauty, Hair, Home Care & Hygiene
Location: Casablanca - Morocco
Date: 01-03 November 2016
Phone: 00902122731888
Email: Info@elanexpo.net
Website: www.elanexpo.net

EXHIBITION: MOROCCO FOOD EXPO 2016

Industry: Food, Agriculture & Technologies
Location: Casablanca - Morocco
Date: 01-03 November 2016
Phone: 00902122731888
Email: Info@elanexpo.net
Website: www.elanexpo.net

EXHIBITION: BAGHDAD INT'L FAIR 2016

Industry: Global
Location: Baghdad - Iraq
Date: 01 – 10 November 2016
Email: Ferd.1ar.lb@mot.gov.iq

EXHIBITION: EURASIA PACKAGING 2016 & FOOD TECH EURASIA 2016

Industry: Packaging / Food Technology
Location: Istanbul – Turkey
Date: 02 – 05 November 2016
Phone: 00905360106785
Website: www.joudygroup.net

EXHIBITION: 4TH IRAQ FLOWER EXPO 2016

Industry: Plant, Gardening & Landscape
Location: Erbil - Iraq
Date: 03-06 November 2016
Phone: 00902122731888
Email: Info@elanexpo.net
Website: www.elanexpo.net

EXHIBITION: 3RD IRAQ URBAN EXPO 2016

Industry: Municipal Necessities, Infrastructure, Machinery & Technology
Location: Erbil - Iraq
Date: 03-06 November 2016
Phone: 00902122731888
Email: Info@elanexpo.net
Website: www.elanexpo.net

EXHIBITION: FIESTA Y BODA 2016

Industry: Products and Services Events and Celebrations
Location: Spain
Venue: Feria Valencia
Date: 04 – 06 November 2016
Phone: 0034902747330
Email: feriavalencia@feriavalencia.com
Website: http://www.feriavalencia.com/en/event/fiesta-y-boda/

Exhibition: URBE 2016 Mediterranean Fair Housing

Industry: Real Estate
Location: Spain
Venue: Feria Valencia
Date: 04 – 06 November 2016
Phone: 0034963861166
Email: calvarez@feriavalencia.com
Website: http://urbe.feriavalencia.com

EXHIBITION: BEBES & MAMAS 2016

Industry: Childhood & Motherhood
Location: Spain
Venue: Ifema Madrid
Date: 05 – 06 November 2016
Phone: 0034933792216
Website: http://www.bebesmamas.com

EXHIBITION: SALON LOOK MADRID 2016

Industry: Aesthetic
Location: Spain
Venue: Ifema Madrid
Date: 05 – 07 November 2016
Phone: 0034917223000
Email: salonlook@ifema.es
Website: http://www.ifema.es/salonlook_06

EXHIBITION: GULF FOOD MANUFACTURING

Industry: Food
Location: Dubai – U.A.E.
Venue: Dubai World Trade Center
Date: 07 – 09 November 2016
Phone: 0097143086451
Fax: 0097143188607
Email: svpdwtcfeedback@dwtc.com

EXHIBITION: SOUTH CHINA INT'L INTELLIGENCE TRANSPORTATION INDUSTRY & TECHNOLOGY EXPO

Industry: Transportation & Technology
Location: China
Date: 08 – 10 November 2016
Email: touch@intrans-china.com
Website: www.intrans.com

EXHIBITION: NIGERIA DÉCOR EXPO 2016

Industry: Furniture, Home Textile & Houseware
Location: Lagos - Nigeria
Date: 09-11 November 2016
Phone: 00902122731888
Email: Info@elanexpo.net
Website: www.elanexpo.net

EXHIBITION: NIGERIA BHEXPO 2016

Industry: Beauty, Hygiene & Cosmetics
Location: Lagos - Nigeria
Date: 09-11 November 2016
Phone: 00902122731888
Email: Info@elanexpo.net
Website: www.elanexpo.net

EXHIBITION: NIGERIA FASHION EXPO 2016

Industry: Fashion, Textile, & Shoes
Location: Lagos - Nigeria
Date: 09-11 November 2016
Phone: 00902122731888
Email: Info@elanexpo.net
Website: www.elanexpo.net

EXHIBITION: NIGERIA BUILD EXPO 2016

Industry: Construction & Building Material
Location: Lagos - Nigeria
Date: 09-11 November 2016
Phone: 00902122731888
Email: Info@elanexpo.net
Website: www.elanexpo.net

EXHIBITION: NIGERIA AGRO FOOD 2016

Industry: Food, Agriculture & Technologies
Location: Lagos - Nigeria
Date: 09-11 November 2016
Phone: 00902122731888
Email: Info@elanexpo.net
Website: www.elanexpo.net

EXHIBITION: 1ST INT'L BUSINESS MEETINGS OF OLIVE OIL

Industry: Olive Oil
Location: Sfax – Tunisia
Date: 09 – 11 November 2016
Website: www.darezzit.com

EXHIBITION: K-SAFETY EXPO 2016

Industry: Security
Location: Korea
Date: 09 – 11 November 2016
Website: www.k-safetyexpo.com

EXHIBITION: GREEN CAR KOREA 2016

Industry: Vehicles
Location: Korea
Date: 09 – 11 November 2016
Website: www.greencar.or.kr

EXHIBITION: EXPOHALAL SPAIN 2016

Industry: Halal Food
Location: Madrid - Spain
Date: 10 – 11 November 2016
Phone: 0034693325586 /
0034918283468
Email: Maria.salvador@ambarconnect.com
Website: www.exphalal.com

EXHIBITION: ORTO MEDICAL CARE 2016

Industry: Orthoprosthetic, rehabilitation, dependence and geriatrics
Location: Spain
Venue: Ifema Madrid
Date: 10 – 11 November 2016
Phone: 0034915716640
Website: http://ortomedicalcare.com/en

EXHIBITION: BIOCULTURA 2016

Industry: Organic Products
Location: Spain
Venue: Ifema Madrid
Date: 10 – 13 November 2016
Website: http://www.biocultura.org/madrid

EXHIBITION: CHEMTECH CAIRO & PHARMA

Industry: Chemical Processing
Location: Cairo - Egypt
Date: 13 – 15 November 2016
Phone: 0020233539456
Email: marketing@smbegypt.com
Website: www.smbegypt.com

EXHIBITION: IWATER 2016

Industry: Water
Location: Spain
Venue: Fira Barcelona
Date: 15 – 17 November 2016
Phone: 0034932332000
Email: iwater.visitantes@firabarcelona.com
Website: http://www.iwaterbarcelona.com/en

EXHIBITION: PHILOXENIA / HOTELIA

Industry: Tourism / Hotel Equipment
Location: Thessaloniki – Greece
Date: 17 – 20 November 2016
Phone: 00302310291111
Fax: 00302310256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

EXHIBITION: EMPACK/PACKAGING INNOVATIONS MADRID 2016

Industry: Packaging Technology
Location: Spain
Venue: Ifema Madrid
Date: 23-24 November 2016
Phone: 0034915591037
Website: http://www.easyfairs.com/events_216/empack-madrid-2016_83912/empack-madrid-2016_83913/

EXHIBITION: 6TH ALGERIA SIVA BESTS 2016

Industry: Construction, Building Material, Heating, Ventilating, Flooring, Aluminum, Glass & Decoration
Location: Algeria
Date: 23-24 November 2016
Phone: 00902122731888
Email: Info@elanexpo.net
Website: www.elanexpo.net

EXHIBITION: 6TH ALGERIA DÉCOR EXPO 2016

Industry: Furniture, Decoration, Houseware & Electrical Appliances
Location: Algeria
Date: 23-26 November 2016
Phone: 00902122731888
Email: Info@elanexpo.net
Website: www.elanexpo.net

EXHIBITION: 2016 DAEGU INTERNATIONAL MACHINERY INDUSTRY EXPO – DAMEX 2016

Industry: Machinery
Location: Korea
Date: 23 – 26 November 2016
Website: www.damex.co.kr

EXHIBITION: THE 25TH INTERNATIONAL FAIR OF DAKAR – FIDAK

Industry: Global
Location: Dakar – Senegal
Date: 24 November – 09 December 2016
Phone: 00221338599630 /
00221338599622
Fax: 0021338599618
Email: dec@cicesfidak.com
Website: www.cices-fidak.com

EXHIBITION: 17TH CHINA (BEIJING) INT'L ORGANIC & GREEN FOOD INDUSTRY EXPO 2016

Industry: Organic & Green Food
Location: Beijing – China
Venue: Beijing Exhibition Center
Date: 25 - 27 November 2016
Phone: 01059694193
Email: Organicfoodhelen@163.com

EXHIBITION: FRESH BUSINESS EXPO

Industry: Fresh Produce
Location: Kiev – Ukraine
Venue: International Exhibition Center
Date: 29 November – 01 December 2016
Phone: 0031854017397
Email: info@nova-exhibitions.com
Website: www.nova-exhibitions.com

EXHIBITION: THE 10TH INTERNATIONAL FLOUR & BAKERY INDUSTRY EXHIBITION-IBEX 2016

Industry: Flour & Bakery
Location: Tehran – Iran
Venue: Tehran Int'l Permanent Fairground
Date: 06 – 09 December 2016
Phone: 009821880708344
Website: www.ibex.ir / www.ibex-en.com

CONFERENCES

CONFERENCE: 10TH INTERNATIONAL TRADE MALAYSIA (INTRADE 2016)

Scope: Fashion/Beauty, Hair & Cosmetics/Arts & Handicrafts/Lifestyle & Interior/Textiles
Location: Kuala Lumpur – Malaysia
Date: 02 – 05 November 2016
Phone: 00966126532143
Fax: 00966126530274

CONFERENCE: BDL ACCELERATE 2016

Scope: Innovation: Intrapreneurship vs Entrepreneurship
Location: Forum de Beyrouth
Date: 03-05 November 2016
Email: Marianne.hoayek@bdaccelerate.com

CONFERENCE: GUATEMALA INVESTMENT SUMMIT

Scope: Investment
Location: Guatemala - Mexico
Date: 09-10 November 2016
Phone: 005255407520 ext 109 / 005223809000 ext 218
Email: fmorales@minex.gob.gt
Website: www.gis.com.gt

CONFERENCE: BGS SOLAR SUMMIT

Scope: Solar
Location: Nice – France
Date: 14 – 15 November 2016
Phone: 00442036085103
Fax: 00442072226883

CONFERENCE: CIRCULAR ECONOMY SUMMIT 2016

Scope: Economy
Location: Spain
Venue: Fira Barcelona
Date: 15 – 17 November 2016
Phone: 0034932332000
Email: info@firabarcelona.com
Website: http://www.circulareconomysummit.com

CONFERENCE: RETAIL DAYS

Scope: Textile
Location: Istanbul – Turkey
Venue: Lutfi Kirdar Congress & Fair Center
Date: 23-24 November 2016
Phone: 00902121219970
Email: legitmen@soysal.com.tr

CONFERENCE: COFFEE CONFERENCE & EXHIBITION

Scope: Coffee
Location: Addis Ababa – Ethiopia
Date: 24-25 November 2016
Phone: 00251114664592
00251114664667
Email: eceaoffice@gmail.com

BUSINESS OPPORTUNITIES

COMPANY: ALTUNBASLAR FLOUR FOOD IND TRADE CO LTD

Activity: Wheat Flour
Location: Turkey
Phone: 0090 530 789 10 39
Fax: 0090 322 332 82 74
Email: altunbaslar@altunbaslar.com
Website: www.altunbaslar.com.tr

COMPANY: PERFEKTUP PACKAGING BULGARIA OOD

Activity: Aluminium Collapsible Tubes
Location: Turkey
Phone: 00359 (42) 66 66 77 / 324
Fax: 00359 (42) 66 66 97
Website: www.perfektup.com

COMPANY: VENDITE

Activity: Digital Textiles
Location: Turkey
Phone: 00905303751090
Email: Mertdemetvenditedigital.com
Website: www.venditedigital.com

COMPANY: GOLD DROP-UKRAINE

Activity: Household Chemical Goods
Location: Ukraine
Phone: 00380989514483
Email: tetiana.stsibivovk@gdu.ua
Website: www.gdu.ua

COMPANY: KRONOSPACE TRADING LTD

Activity: Wood based Pannels
Location: Nicosia – Cyprus
Phone: 00357 22273700
Email: Joseph.Iskandar@kronospan.com.cy

COMPANY: ESSECIBI S.R.L.

Activity: Slug Labeler
Location: Italy
Phone: 00393930080353 / 00390415931138
Fax: 00390415931142
Email: m.ester@essecibi.it
Website: www.essecibi.it

COMPANY: STOCKEUROSTOCK S.R.L.

Activity: Used Machinery and Industrial Plants
Location: Italy
Phone: 0039(0)532 1824599
Fax: 0039(0)532 1824619
Email: info@stockeurostock.it
Website: www.stockeurostock.it

COMPANY: KOLIOS A.E.

Activity: Dairy Products
Location: Greece
Phone: 00302341138771
Fax: 00302341138745
Email: m.theochairs@kolios.gr
Website: www.kolios.gr

COMPANY: TOPAGRODEALS

Activity: Agricultural Products
Location: Greece
Phone: 00306945265636
Fax: 00302310417113
Email: dhatzi.topagrodeals@gmail.com
Website: www.topagrodeals.com

COMPANY: INSTYLE VILLAGE

Activity: Real Estate
Location: Greece
Phone: 00306974852657
Email: efi@instylevillas.com
Company: Kivotos Mon/Phepe
Activity: Honey
Location: Greece
Phone: 00302810281744

COMPANY: B2UHELLAS TRADING & SERVICES

Activity: Supermarket Equipment
Location: Greece
Phone: 00302693025596 / 00306977559891
Fax: 00302963025595
Email: info@b2u-hellas.com.gr

COMPANY: RENELUX

Activity: Photovoltaic Plants
Location: Greece
Phone: 00302106039948 / 00306936576811
Fax: 00302106039948
Email: yda@remelux.com
Website: www.remelux.com

COMPANY: RUSSIAN GLASS COMPANY (RGC)

Activity: Glass
Location: Russia
Phone: 007 812 494 06 80;
Fax: 007 812 494 06 81
Email: andrey.titov@rglass.ru
Website: www.rglass.ru/en

COMPANY: ACTIVA INC

Activity: Cooling Fans and Motors
Location: Taiwan
Phone: 00 886-7-2824356 (Ext.213)
Fax: 00886-7-2414287
Email: erin@activa.com.tw
Website: www.activa.com.tw / www.symbang.com.tw

COMPANY: COMMERCE TRADE GENERAL & PRODUCT MARKETING CO LTD

Activity: Promotion
Location: West Africa
Phone/Fax: 00233(0)502052537
Email: Ttojeademefiergbor@commercetradegeneral.com
Website: www.commercetradegeneral.com

COMPANY: GUJARAT CRAFT INDUSTRIES LTD.

Activity: Coated Woven
Location: India
Phone: 0091 (96-8781-7977)
Email: ramez@gujaratcraft.com
Website: www.gujaratcraft.com.

COMPANY: VINAYAK INGREDIENTS (INDIA) PRIVATE LIMITED

Activity: Animal Feed Ingredients & Supplements
Location: India
Phone: 0091(22) 40560412
Email: madhura@vinayakcorporation.com
Website: www.vinayakcorporation.com

COMPANY: ZHEJIANG FEILING TOOLS CO., LTD.

Activity: Screwdrivers
Location: China
Phone: 0086057164174088
Fax: 0086057164173018
Email: zxl@feilingtool.com
Website: www.feilingtool.com

COMPANY: ZHEJIANG CHINT ELECTRICS CO., LTD.

Activity: Low Voltage Electrical Products
Location: China
Phone: 008602167777777 / 88122
Email: lmwei@chint.net
Website: www.chint.com

COMPANY: CNBM INTERNATIONAL CORPORATION

Activity: Construction
Location: China
Phone: 00861068796569
Fax: 00861068796304
Email: josewang@okorder.com
Website: www.cnbm.com.cn / www.icnmb.com / www.okorder.com

SANAYEH HEADQUARTER

T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH

T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH

T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH

T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb

Directeur responsable: Rabih Sabra, **Conseiller économique:** Roger Khayat
Rédacteurs: Bachir El Khoury, Marilyne Jallad, **Coordinateurs:** Irene Habib Ballouz, Roula Itani Younes, **Maquette:** Rita Roukoz Nehmé

ECONews est disponible sur: www.ccib.org.lb

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 14
T: 961 1 353 390 ext: 14

